

Pluri Cité

Le bimestre de Carrefour des Cultures

Mars - Avril 2013 Numéro 9

À la Une

MÉDIAS DIVERSITÉ CITOYENNETÉ

Peuples et Cultures

*La Palestine,
entre richesses et conflits culturels*

www.carrefourdescultures.org

Édito

Les médias jouissent aujourd'hui d'une autorité qui les positionne, aux yeux d'une large frange de la population, comme des miroirs fidèles de la société dans laquelle nous vivons. Ils influencent chacun d'entre nous, selon nos disponibilités et humeurs, dans la perception que nous nous faisons de l'autre et qui contribuera à notre positionnement en tant que citoyen. Principaux fabricants d'imaginaires dans le monde contemporain, ils peuvent contribuer à vivifier des problématiques, des enjeux, des vécus, à susciter des engagements, ou encore à vaincre des préjugés. Ils peuvent tout aussi bien diffuser des visions partiales, des idées préconçues et figées. Ils peuvent se mettre au service des besoins et luttes des minorités, comme ils peuvent participer à leur isolement ou à leur stigmatisation. Leur positionnement en tant que vecteurs de participation citoyenne sera notamment déterminé par

leur degré d'implication dans la représentation de la société plurielle qui est la nôtre.

Poussé par l'intuition que les médias se situent aujourd'hui dans un espace-temps décalé et qu'ils ne reflètent ni la composition actuelle de notre société ni sa complexité, PluriCité questionne leur capacité à intégrer la diversité et la citoyenneté dans leurs approches. Les médias, à l'instar des secteurs politique, social et culturel, sont liés au système de fonctionnement global de notre société qui, tandis qu'il prône la globalité, offre une place privilégiée à l'uniformité. La globalisation, bien que régie par les lois de l'économie, ne s'y limite pas : au côté du capital circule également la pensée. Dans sa course folle, cette dernière se voit frappée d'amnésie identitaire et perd ses particularités pour se fondre dans une masse placide et non revendicatrice. Vecteurs de cette pensée, les médias – informatifs, ludiques, persuasifs, culturels...

– éprouvent, à l'instar des intellectuels, des difficultés à développer une relation saine et réfléchie avec le système financier. Contraints à courir derrière le sensationnel pour assurer leur survie, ils s'alimentent aux mêmes sources et délaissent les analyses de fond, jouant par là davantage un rôle d'agence de presse que de contre-pouvoir de la pensée. Pieds et poings liés par les intérêts financiers, où sont les intellectuels « organiques » autonomes et indépendants pensés par Gramsci ?

Dans ce climat de pensée unique, la diversité elle-même se voit parfois instrumentalisée pour légitimer le discours ambiant. Interpeller les médias passe donc par questionner leur capacité d'offrir à cette diversité une place réelle dans l'espace médiatique et in fine dans l'espace public.

S'intéresser aux médias, c'est aussi essayer de comprendre le bien-fondé de l'existence des

médias communautaires. Ayant troqué l'unicité de la pensée contre le particularisme, ceux-ci tombent parfois dans les travers du ségrégationnisme – au sens premier de « séparation » – et de la stigmatisation. Dès lors, s'ils constituent parfois un palliatif, les médias communautaires ne sont pas une alternative structurée aux médias généraux. Or, des alternatives, il en existe.

Sonder l'espace médiatique ne peut donc se faire sans informer le citoyen sur l'existence d'autres types de médias qui, partisans de l'autocritique, sont capables d'objectiver leurs discours et de s'armer des diversités de pensées, de cultures et d'approches.

Le rôle de PluriCité dans cette interpellation des médias est également d'interroger les lec-

tures que font les citoyens de ces médias et la perception qu'ils en ont. Parce que la diversité d'approches passe par la confrontation des points de vue, il s'agit de rassembler les différentes sensibilités pour questionner, réfléchir et proposer des alternatives visant à restituer la dignité des médias ainsi que leur rôle d'acteurs d'anticipation et de transformation des idées, des valeurs et des comportements. De tels espaces d'échanges ne peuvent non plus se passer des réflexions de la société civile organisée et des actions déjà mises en place pour repenser la sphère médiatique.

Après les mots, l'action. La rubrique *Peuples & Cultures* de cette neuvième édition est dédiée à lever le voile sur une région du monde qui domine depuis des années les Unes des quotidiens sans bénéficier pour

autant de la préhension des lecteurs : la Palestine. Entre un cri citoyen et un témoignage de journaliste, en passant par un verbe fort contenu dans la poésie comme dans les analyses intellectuelles de ceux qui habitent l'imaginaire des Palestiniens, PluriCité fait diversion. Laquelle espère contribuer à offrir un regard différent de celui émergeant du prisme des enjeux politiques et économiques. Désireux de s'écarter de l'information marchandise et du matraquage instrumentalisé, PluriCité vous propose un verbe qui ne valorise pas les termes du conflit armé, qui s'éloigne des bombes et des morts, des ruines et des pertes, des murs et des barbelés, pour vous parler d'une Palestine qui vit, qui croit, qui espère et qui chante, qui joue et qui rit.

Sommaire

Édito	1
À la Une – Médias – Diversité - Citoyenneté	4
État des lieux général	4
Sortir de la pensée unique, rencontre avec Baudouin Lénelle	5
Diversité, condition de qualité, rencontre avec Martine Simonis	8
Plus de journalisme, moins de « communication en tous sens », avec Frédéric Loore	10
Initiatives : médias alternatifs et d'analyse	12
Médias & Éducation permanente, rencontre avec Stephan Grawez	15
Changer les scénarios, avec Saddie Choua	19
Présentation du projet « Médias – Diversité – Citoyenneté »	22
Zoom sur le bimestre	25
Quelques échos...	25
<i>Démocratie</i>	25
<i>Immigration, intégration : entre l'accueil et l'inclusion</i>	26
<i>Migrantes, Réalités & Médias</i>	26
<i>Share</i>	27
Prochainement, avec Carrefour des Cultures...	28
Carrefour des Cultures au quotidien	28
Peuples et Cultures	29
La Palestine, entre richesses et conflits culturels	29
De vous à moi... Cri de citoyenne	31
« Un conflit qui a une fin », rencontre avec Benjamin Moriamé	32
Mahmoud Darwich, portrait d'un homme entier	36
Edward Saïd, précurseur de la pensée néocoloniale	38
Noam Chomsky ou l'œil critique des États-Unis	39
Musique : Trois frères, une passion	40
Le Saviez-vous ?	41
Recette : dolmas, feuilles de vigne farcies	42

À la une

Médias : pour une culture de la diversité

Pour cette neuvième édition de PluriCité dédiée à la question des médias, Carrefour des Cultures mène l'enquête... Dans une démarche prospective, nous avons exploré les multiples facettes des médias au travers de la rencontre de différents intervenants de terrain, nous exposant chacun leur vision du contexte médiatique actuel.

Dans un premier temps, direction *Canal C* – télévision namuroise d'utilité publique –, où Baudouin Lénelle nous exhorte à sortir de la pensée unique dominante tout en nous expliquant les difficultés que cela représente. Le journalisme n'est pas une science exacte, il a le droit à l'erreur mais pas à la facilité.

L'exigence est aussi de mise du côté de l'AJP (Association des Journalistes Professionnels). Association professionnelle dédiée à la défense des journalistes et de leur statut, elle met aussi un point d'honneur à veiller à la qualité du travail journalistique. Or la qualité passe par la diversité, comme nous l'explique Martine Simonis.

Journaliste d'investigation, Frederic Loore nous apprend que la nature du métier n'est – déjà – plus la même qu'il y a dix ans. On assiste à une crise de contenus, les financements se faisant plus rares pour

les recherches de long terme, laissant la scène médiatique se noyer dans un flot d'informations conjoncturelles de surface.

Avec Stephan Grawez, lorsque le monde des médias rencontre ceux de l'enseignement et de l'éducation permanente, ça donne... une myriade de projets qui encouragent le citoyen à ne pas boire l'eau de la fontaine sans l'avoir au préalable filtrée. Recouper les sources, contextualiser pour mieux s'informer ; comprendre pour mieux apprendre. Et comprendre les médias, c'est avant tout réaliser leur complexité et leur diversité. Car bien que trop souvent réduit aux médias de l'information, le concept de « médias » ne s'y limite pas ; il comprend également les médias de jeu, de convivialité, de persuasion... et de culture.

Y a-t-il en effet plus « médium » que la culture ? Réalisatrice et sociologue, Saddy Choua nous parle de la prégnance des stéréotypes au sein des mondes médiatiques, qu'ils soient d'information ou culturels. Afin de sortir de la domination de discours aux enjeux financiers et de pouvoir, il faut briser ces stéréotypes. Changer les scénarios, c'est oser sortir des histoires faciles pour se positionner dans une démarche de rencontre véritable et dès lors découvrir l'Autre dans la complexité de ce qu'il est et de ce qu'il vit.

Sortir de la pensée unique

Rencontre avec Baudouin Lénelle, directeur général de Canal C.

Monsieur Lénelle, quelle est votre opinion sur l'état de santé des médias généraux aujourd'hui ?

L'état des médias généraux est aujourd'hui très contrasté. Tandis que les médias traditionnels sont sur une pente descendante, de nouveaux médias et canaux de communication émergent, permettant l'existence de foyers de résistance qu'il s'agit d'encourager. Cet état d'affaiblissement des médias trouve bien sûr des explications économiques, mais pas seulement. J'observe également une baisse de moral. Or le journalisme est un métier qui demande énormément d'énergie et de motivation pour être performant, notamment parce que les temps sont durs du point de vue de la pensée unique. Il me semble en effet qu'il faut se battre, aujourd'hui plus qu'avant, pour sortir de la pensée dominante, c'est-à-dire pour être un média indépendant et donc de qualité.

Travailler à un média de qualité serait donc aujourd'hui un acte de résistance ?

Je ne parle pas forcément de grands coups médiatiques à la *Médiapart* mais de combats quotidiens des gens qui sont sur le terrain, ça oui – qu'il s'agisse de médias qui développent leur indépendance ou de journalistes qui, au sein de leur média et malgré des conditions difficiles, œuvrent à un journalisme de qualité, par exemple en dépassant les discours homogènes et en cherchant jusqu'à trouver la faille... Autant d'initiatives qui constituent des poches de résistance dans un océan de difficulté. Ces poches de résistance, on peut les faire grandir mais elles ont aussi parfois tendance à se vider. Moi qui travaille au sein d'une télévision locale, j'observe que nous avons régulièrement des débats en interne pour sortir du marasme ambiant.



Baudouin Lénelle (à droite), en compagnie du rédacteur en chef de Canal C, Daniel Nokin.

Les lecteurs et téléspectateurs sont-ils davantage consommateurs que citoyens ?

Les médias n'échappent pas à la tendance générale qui pousse à la consommation. Ils n'échappent donc pas non plus cette tendance de la consommation qui pousse à recevoir le moins de critique possible. Le champ des médias a été progressivement envahi par tous les intérêts particuliers qui trouvent un enjeu dans l'information et dans la manière dont elle est présentée au public. L'information est devenue une marchandise, qu'on le veuille ou non. Les termes d'« exception culturelle » sont de plus en plus galvaudés et la valeur démocratique de l'information est de moins en moins reconnue. Si l'information n'échappe pas à la tendance et à la domination mondiale du commerce et de la consommation, elle ne coupe pas non plus à la surconsommation, c'est-à-dire à la consommation de tas de choses inutiles dont on pourrait bien se passer. Si l'on regarde la manière dont les infos sont reprises en boucle en presse, sur les sites, sur les radios, sur les télévisions, etc., on se rend compte que la majeure partie du temps de consommation est devenue inutile puisqu'on relit quinze à vingt fois la même chose. Cela nous mène à une question quasi philosophique : comment fait-on pour lutter contre la pensée unique ?

Et quelle est votre réponse à cette question ?

En tant que professionnel des médias, je n'y ai pas encore trouvé de réponse. J'essaie de développer les poches de résistance, mais l'énergie que cela demande et le découragement que cela peut susciter de voir le peu de reconnaissance du public pour ces poches de résistance... Comment fait-on pour trouver l'ouverture qui nous permettra de rencontrer la demande dont on est persuadé qu'elle existe ? Même l'audimat est fait, conçu et payé par et pour le monde publicitaire. Effectué en Belgique par le Centre de l'Information pour les Médias, il ne sert qu'à justifier les tarifs publicitaires selon les chaînes. Or ces sacrosaints chiffres sont gobés et avalés par tout le monde. C'est aussi ça la pensée unique : s'accrocher à des chiffres, seuls garants de la justification d'une action.

Le public n'a-t-il pas la possibilité de réagir à l'offre qui lui est faite ?

Il existe effectivement des possibilités d'expression et de participation des citoyens. Celles-ci se sont même multipliées, sans que ne s'en suive pour autant une participation réelle. Au contraire, je dirais que, plus le temps passe, plus le nombre de mains entre lesquelles se trouvent les décisions diminuent. Pour le public également, aller à contre-courant présente certaines difficultés : payer l'information de qualité, trouver le temps de la lire, y consacrer la bonne énergie... Ces efforts ne sont pas faciles, surtout lorsque les gens rentrent stressés d'un boulot peut-être plus exigeant aujourd'hui qu'hier et qu'ils veulent juste se poser chez eux le soir. À la seule envie de se changer les idées répondent la puissance de feu du marketing et les facilités d'usages.

Si la demande ne peut être appréhendée, qu'est-ce qui peut réguler l'offre ?

Je pense qu'il faut avant tout garder à l'esprit que le journalisme n'est pas une science exacte et que l'on peut se tromper. Ce métier relève selon moi de l'artisanat : parfois on fait une pièce dont on pense que le public va l'aimer et elle ne trouve pas de preneur. Et comme dans tout artisanat, on travaille par essais, erreurs, et parfois on se plante, même si on essaye que ce soit le moins possible. C'est un artisanat qui

est basé sur des techniques qui se veulent les plus professionnelles et précises. Parce que la vérification des informations, le recoupement des sources, ce sont des méthodes extrêmement précises, rigoureuses et avérées – avec cette dimension spécifique que l'information est devenue un enjeu clairement identifié et qu'à ce titre, elle suscite beaucoup de convoitises à visées économiques. L'accès au grand public et à l'opinion du grand public pour en tirer des profits économiques est en effet devenu le mode de fonctionnement dominant de nos sociétés occidentales.

Dans ce paysage, où se situent les médias locaux comme Canal C et quel est leur rôle ?

Avant toute chose, je m'inscris en faux avec l'idée qu'il y aurait, d'un côté, les grands médias et, de l'autre, les médias locaux. Pour le public, un média est un média : il y cherche de l'information et entend y apprendre quelque chose. Je pense que la plupart des gens s'abonnent rarement à plus d'un quotidien. La chaîne locale est donc en concurrence avec toutes les chaînes que l'on reçoit. *Canal C* est une chaîne thématique, au même titre que le sport, la cuisine, la TV allemande, anglaise ou *CNN*. Les médias locaux ont maintenant aussi des visées généralistes et le public attend de nous les mêmes qualité et fiabilité que pour les chaînes nationales. Nous nous caractérisons cependant par notre proximité d'intérêt avec notre public et jouissons à cet égard d'une légitimité particulière : il nous connaît bien et il peut plus facilement vérifier notre degré de fiabilité. Nous sommes en contact direct avec le public via notre vitrine médiatique, mais également sur le terrain parce que ceux que nous allons filmer sont aussi ceux qui nous regardent. Par conséquent, nous avons une double responsabilité : de fiabilité mais également de précision. Cela entraîne aussi un attachement. Une autre dimension des médias locaux est également de faire plaisir. On est souvent en position de médiateur intra-régional. Et cette dimension est présente tant dans des situations de type conflictuelles – aménagement du territoire, voisinage ou politique locale – que dans des situations positives. Nous permettons à certains de porter à la connaissance d'autres personnes de leur région ce qu'ils font et pourquoi ils le font. En tant que télévision locale, nous rendons également service en mettant en valeur telle activité passée ou

telle activité à venir et devenons, de ce fait, nous-même acteur de l'environnement local. Cela demande parfois une légère schizophrénie : comment conserver son indépendance lorsqu'on s'affiche par ailleurs complice ou proche ?

Quelles sont les possibilités de participation citoyenne proposée par Canal C ?

Les missions de Canal C, contrairement à celles des médias privés, sont fixées par décret. Elles comprennent l'offre d'une information de qualité, l'éducation permanente et la participation citoyenne. Par exemple, lorsque nous avons organisé des débats électoraux, nous ne nous sommes pas contentés de faire venir uniquement des candidats mais avons essayé d'aller chercher de la parole individuelle et collective sur le terrain, à travers des associations. Nous essayons aussi, dans notre pratique quotidienne, de faire en sorte que les gens de terrain aient accès à l'antenne pour venir s'exprimer. Nous avons donc un rôle qui consiste à les aider à s'approprier le média audiovisuel, à bien le dominer. Davantage que dans d'autres télévisions, nous leur offrons le temps de s'exprimer. Nous ne sommes pas des voleurs de parole mais bien des passeurs de parole : on ne va pas chercher les dix secondes d'interview dans la minute trente recueillie, on va prendre la durée nécessaire pour réellement leur passer la parole. Le retour de notre public est d'ailleurs éloquent à cet égard, surtout lorsqu'ils sont passés sur d'autres médias télévisuels et ont donc pu comparer. Plutôt que d'entendre leurs proches leur dire « je t'ai vu » sur telle chaîne, ils entendront, suite à leur passage sur notre antenne, « c'était intéressant ce que tu as dit ».

Vous essayez donc de combattre la réduction de l'information ?

En effet. Le rythme de l'information s'étant accéléré, la longueur d'une information s'est réduite. Cela est extrêmement paradoxal puisque tout le monde est conscient que nos sociétés se sont complexifiées. Pour pouvoir appréhender le monde qui nous entoure, on pourrait donc s'attendre à recevoir des informations davantage détaillées et structurées. Or la tendance est à la simplification et à l'épuration de l'info ; c'est l'inverse de ce qu'il nous faut.

Nous cherchons aussi à être une autre voix/voie. En tant que consommateur, je constate en effet que, sur les dernières décennies, les différences d'un média à l'autre se sont catastrophiquement réduites. Il y a vingt ans, dans une zone déterminée, quatre journaux donnaient lieu à quatre articles vraiment distincts parce que de points de vue différents. Cela nous permettait donc, par recoupement d'information, d'avoir une idée plus ou moins précise du problème et de nous en faire notre propre opinion. Aujourd'hui, sur un sujet à répétition dont on parle six ou huit fois en un mois – fermeture d'une entreprise, conflit social, aménagement du territoire, etc. –, si nous avons la chance d'avoir entre les mains deux journaux, leurs différences sont tellement minimes que leur compilation n'apporte pas de plus-value. C'est comme si tous les journalistes regardaient au-dessus de l'épaule de leurs collègues pour être certains de ne rien rater. Or à force de vouloir de rien rater, on n'apporte rien de plus. Alors, derrière cela, il y a bien sûr le temps disponible pour le travail journalistique qui s'est réduit, l'accès aux sources d'information qui est devenu plus compliqué qu'avant, la préhension des services de communication qui veulent avoir la main mise sur l'information diffusée... Tous ces facteurs expliquent que l'information ne soit plus aussi variée ou disponible qu'avant. C'est le principe de la pensée unique qui est dominée par le financier. Or c'est en travaillant à la qualité de la valeur ajoutée de l'information que nous arriverons à influencer sur le structurel.

Diversité, condition de qualité



Rencontre avec **Martine Simonis**, secrétaire générale d'Association des Journalistes Professionnels, qui travaille depuis 20 ans sur la question de la diversité dans les médias. En 2011, elle a dirigé l'«Étude sur la diversité et l'égalité dans la presse

quotidienne belge francophone » (1) qui s'intéresse à la diversité présente dans les contenus de nos journaux.

Qu'est-ce qui a motivé l'AJP à conduire une telle étude ?

La sensibilisation. Ce n'est pourtant pas exactement le champ d'activité de notre union professionnelle : nous sommes là pour défendre les journalistes, leur statut, leurs conditions de travail, etc. Mais pour l'AJP, travailler sur les questions d'égalité et de diversité, c'est travailler sur la qualité de l'information. Et pour travailler sur la qualité de l'information, il faut permettre aux professionnels de réfléchir sur leurs pratiques. L'idée était donc vraiment de se placer dans l'autoréflexif. Cette posture réflexive n'est pas la plus évidente à adopter pour les journalistes, eux qui sont toujours dans le rush, dans des procédures bien établies, dans des schémas hiérarchiques... Nous avons donc fait ce travail pour leur permettre de s'arrêter un moment et d'essayer de comprendre, par exemple, pourquoi ils n'identifient pas les hommes et les femmes de la même manière. Il s'agit de les aider à prendre conscience de certains filtres, comportements ou routines qui gommant la diversité mais sont probablement non intentionnels et peuvent changer facilement.

Mais ce que nous ne voulons pas, c'est leur dire com-

ment ils doivent travailler : avec des quotas, avec telle manière d'aborder les choses... Je ne suis pas contre les quotas a priori mais je sais que ce n'est pas la bonne méthode pour changer les habitudes des journalistes. Par contre, travailler avec des exemples positifs qui montrent qu'il est possible d'intégrer la diversité et d'enrichir les contenus, ou leur parler des expériences menées à l'étranger, je crois que ça permet déjà de faire bouger un peu les lignes. À cet égard, il était essentiel de dresser ces constats afin d'avoir des clés de sensibilisation.

Au-delà de la sensibilisation, l'AJP s'intéresse-t-elle également à la formation journalistique ?

Effectivement. Moi qui ai beaucoup porté ce projet-là dans l'association, je me suis dit qu'il y avait sans doute des générations de journalistes un peu perdues pour les questions de diversité et d'égalité. Par contre, pour les jeunes qui se forment maintenant au journalisme, il est encore temps d'attirer leur attention sur les questions d'égalité, de genre, de diversité (de milieu, d'origine...). Et ça, ce sera très utile pour la suite. Eux qui naissent dans nos sociétés qui sont mixtes, hybrides, mélangées – pluriculturelles, multiculturelles –, qu'en font-ils dans leur travail journalistique ? L'ancienne génération de journalistes n'a pas nécessairement vécu ces sociétés mélangées à ce point. De ce fait, elle a pu continuer à travailler comme si elle était dans une société blanche, masculine, avec, je pense, des cadres de référence qui ne sont plus pertinents aujourd'hui.

L'idée est donc de proposer aux écoles de journalisme deux heures de sensibilisation sur les questions de genre, deux heures sur les questions de diversité. Il y a des écoles qui ont été très enthousiastes, comme l'IHECS, où je donne depuis deux ans maintenant quatre heures de sensibilisation aux étudiants. L'AJP a également développé, à l'attention des journalistes, un organisme de formation permanente,

(1) Voir l'article publié à ce sujet dans le PluriCité 7 (nov-déc 2012).

ce qui n'existait jusqu'alors pas en Belgique. Dans ce cadre-là, nous ne proposerons pas seulement des formations de type professionnalisant, comme l'utilisation d'un nouvel outil informatique, mais également des formations thématiques sur demande des journalistes : la justice, l'Islam, la laïcité... Une aide au décentrement et à la dépoliarisation pourrait tout à fait s'inscrire dans ce cadre.

Quel rôle l'associatif a-t-il à jouer pour l'intégration de la diversité dans les médias ?

Il y a un rôle de présence dans le champ médiatique que l'associatif ne joue peut-être pas assez. Il me semble que l'associatif fonctionne un peu en dehors du champ médiatique et qu'à son tour, le champ médiatique ignore parfois aussi l'associatif. À Namur, un quotidien comme *Vers l'Avenir* y porte peut-être davantage d'attention, ainsi que les télévisions locales. Mais avant que des initiatives associatives remontent vers les « grand médias », il faut qu'il y ait un tapage médiatique qui soit plus important.

Plutôt qu'une multiplication des médias associatifs, il s'agirait pour le monde associatif de travailler à une meilleure relation avec les médias existants ?

Oui, l'un n'empêche pas l'autre. Quand on a publié en 2010 l'étude « Quel genre d'infos ? », j'ai participé à des ateliers de *Vie Féminine* où quatre-vingt femmes responsables d'associations féminines actives étaient

effarées des déséquilibres de genre dans l'info. Mais quand des journalistes s'intéressent à leur travail, sont-elles prêtes à investir le monde médiatique ? Ont-elles formé leurs cadres à la prise de parole dans les médias ? Savent-elles comment communiquer avec les médias ? J'ai senti en effet qu'il y avait des besoins de formation de ce côté-là et qu'un travail de remise en question était nécessaire. On a souvent peur des journalistes, on ne veut pas leur parler ou, quand on leur parle, on ne le fait pas bien en ce sens qu'on connaît peu les formats et contraintes journalistiques. Il y a une manière de travailler avec les médias qui est plus efficace qu'une autre, et cela s'apprend...

En plus des journalistes et des acteurs de l'associatif, pensez-vous à d'autres publics à sensibiliser ?

Les directions des médias, car c'est aussi au sein des équipes de rédaction que la diversité manque. Nous avons réalisé une enquête par questionnaire auprès de tous les journalistes professionnels et stagiaires, concernant leur milieu d'origine (nationalité, pays d'origine, richesse, diplômes de parents, conceptions philosophiques et politiques). Les résultats sont en train d'être dépouillés à l'Université de Liège en vue d'une publication, l'hypothèse de base étant qu'il y a très peu de diversité dans la profession. Les résultats sont disponibles sur www.ajp.be/diversité depuis le 25 avril.

Plus de journalisme, moins de « communication en tous sens »



Frédéric Loore est journaliste indépendant, spécialisé dans le journalisme d'investigation, auteur de deux livres et collaborateur régulier de *Paris Match Belgique*. À l'occasion d'une rencontre avec Carrefour des

Cultures, il nous donne sa vision de la presse belge francophone.

Le journalisme est en crise. Une crise de contenus et non de support comme l'annoncent certains. Une rupture s'impose. La presse doit se remettre en question et se recomposer. Le poids du conservatisme, associé à l'unicité de la pensée journalistique et à l'imprégnation idéologique, contribue au *mainstream*, mais pas seulement. À cela s'ajoutent les contraintes imposées par un modèle économique qui pèse sur les rédactions et qui crée une bulle de l'information qui finira par éclater. La blogosphère et l'info open source multiplient les canaux d'information mais, comme après une inondation, ce que l'on peine le plus à trouver, c'est de l'eau potable ; en dépit du déluge d'infos que nous subissons, on peine à trouver de l'info potable. C'est donc, au-delà de l'adaptation au format tablette, d'une véritable transformation de contenus dont le journalisme a besoin : plus de qualité, moins d'infos de surface. Plus de journalisme, moins de « communication » en tous sens.

Cette transformation de contenus n'implique-t-elle pas davantage un journalisme de temps long ?

Si, bien sûr. Seulement, aujourd'hui, il n'y a plus beau-

coup de place pour un tel journalisme ; les groupes de presse ne financent plus en priorité les reportages d'investigation. Ce sont des bourses qui prennent le relais, comme celles de la Communauté Française, de la Fondation Roi Baudouin ou encore celles de la Fondation Franco-Américaine, qui soutient beaucoup les thématiques relatives à la migration. Comme les médias investissent de moins en moins d'argent dans le journalisme approfondi, le politique ou l'associatif se substituent aux rédactions.

Ces bourses aident en effet à la production. Qu'en est-il de la diffusion des articles d'investigation ?

À ce niveau encore, la demande des médias est faible. Je travaille régulièrement avec un photographe belge, Roger Job, qui a fait du grand reportage de conflits et de crise pendant 15-20 ans. Il a été publié dans les plus grands journaux du monde (*New-York Times, Guardian, News Week, Geo, National Geographic, Le Monde 2, Libération...*). Aujourd'hui, la presse constitue un très faible pourcentage de ses rentrées. Il est donc contraint de travailler en dehors du monde de la presse, notamment en publiant des livres. En l'espace de dix ans, ce que nous faisons pour la presse n'atterrit plus dans la presse. De même, l'argent qui finançait nos reportages, nous devons le trouver ailleurs.

Les médias n'investissent pas dans ce type de journalisme parce qu'ils postulent que le public n'est pas demandeur ?

Il faut bien sûr relativiser, mais la tendance depuis dix ans est effectivement au raccourcissement des articles, au traitement de l'information de proximité (régionale, faits divers), aux gros thèmes de société qui surgissent subitement à la faveur d'une actualité, etc. Or, ça n'a rien enrayé du tout : les titres disparaissent, il y a de moins en moins de lecteurs, les ventes au numéro diminuent... Les médias ont alors recours à

des méthodes marketing pour susciter l'achat mais ce n'est rien d'autre que de l'artificialisation du lectorat. La plupart des journalistes sont conscientisés à ça. Ils rêvent de journalisme de qualité mais la réalité est économique et elle est contraignante pour la majorité d'entre eux. Si une partie de la population est véritablement à la recherche d'une information de qualité, cette dernière fait vivre de moins en moins de journalistes. Le système économique actuel, qui rend plus onéreuse l'information de qualité, nous mène donc vers un journalisme de niche – l'information de qualité, il faut la trouver et être en mesure de l'acheter – et donc vers une sorte d'élitisme. Il y a là de véritables enjeux démocratiques et citoyens, qui sont aussi ceux de notre modèle économique global. Et ceux de notre système éducatif ?

Effectivement. Une majorité de la population ne bénéficie pas de l'éducation aux médias – cela ne fait d'ailleurs pas partie du programme scolaire. Il existe bien sûr des initiatives intéressantes telles que l'opération « journalistes en classe » lancée par l'AJP, mais celles-ci restent marginales. Or cette éducation est essentielle et devrait se retrouver dans l'enseignement de base afin que le citoyen soit en demande d'information de qualité. J'ai travaillé au début de ma carrière pour deux journaux qui vendaient de l'information de qualité : *Le Matin* et le *Journal du Mardi*. Économiquement, ils n'ont pas survécu car ils n'avaient pas assez d'acheteurs. On observe aujourd'hui qu'une partie de la population procède à cette critique de l'information et exprime son désir de contenus de qualité en se tournant vers des initiatives, telles que *Rue 89* ou le magazine *XXI*, permettant à l'information alternative d'exister – mais une partie de la population seulement, le reste se satisfaisant des programmes de *RTL* ou *TF1*.

Est-ce le rôle des médias de susciter cet intérêt qui manque encore à une bonne partie de la population ?

Oui, certainement, mais pas tout seuls. À partir du moment où il y a tant d'enjeux de citoyenneté et de démocratie autour de la culture des médias, c'est nécessairement un problème qui doit être pris à bras le corps par les groupes de presse évidemment, mais également par les associations de professionnels, comme l'AJP, par le politique et certainement par l'associatif.

Quid des citoyens ?

Ils peuvent bien sûr être associés aux initiatives mais attention à l'instrumentalisation dont ils sont souvent l'objet. On les invite globalement moins à participer pour leur apport que pour leur simple statut de citoyen. Enfin, j'ajouterai que le gros problème en matière de médias reste celui de la concentration des moyens – les groupes de presses aux mains des industriels – qui éradique les journaux de qualité. Là encore, le pluralisme serait une garantie d'indépendance.

Initiatives : Médias alternatifs et d'analyse

Quelques médias et portails alternatifs

AlterNet

AlterNet est un portail d'information lancé en 1998 par l'Independent Media Institute, une organisation qui milite en faveur du renforcement de l'indépendance journalistique.

<http://www.alternet.org/mediaculture>

AgoraVox

Média citoyen et participatif, *AgoraVox* permet de s'exprimer et de s'informer autrement. Le site AgoraVox est géré par la Fondation AgoraVox, reconnue d'utilité publique. Ses principales missions sont l'information à l'égard du public et le soutien à la liberté d'expression.

<http://www.agoravox.fr/>

Alternative Press Center (APC)

Publie depuis plus de trente ans un guide de la presse alternative accessible en ligne.

<http://www.altpress.org>

Arrêt sur images

Le site de l'émission animée par Daniel Schneidermann, qui se propose d'analyser les images télévisuelles afin de mieux en comprendre les enjeux.

<http://www.arretsurimages.net/>

Clio

CLIO, Histoire, Femmes et Société ouvre ses colonnes à celles et ceux qui mènent des recherches en histoire des femmes et du genre (toutes sociétés et toutes périodes). L'intégralité de ses numéros est disponible en ligne trois ans après leur parution aux Presses Universitaires du Mirail. Pendant cet intervalle, les éditoriaux, les résumés français et anglais de ses articles, ainsi que l'ensemble des comptes-rendus de lecture sont consultables sur *revue.org* tandis que les articles sont accessibles par le portail *CAIRN*.

<http://clio.revues.org/>

E-Joussour

Portail de la société civile du Maghreb/Machrek.

<http://www.e-joussour.net>, et notamment le dossier spécial « Médias communautaires, pour une information citoyenne » : <http://www.e-joussour.net/fr/node/9516>

Indymedia Bruxelles

Independent Media Center, réseau international d'information, créé aux États-Unis à l'occasion de la mobilisation de Seattle en novembre 1999 et actif en France depuis le rassemblement de Millau de 2000, présente des articles et des reportages audio et vidéo sur l'actualité des luttes sociales et politiques. Indymedia est un réseau indépendant de toute organisation syndicale, politique, religieuse ou autre. Son rôle est de faciliter l'accès de tous à une information libre et indépendante.

<http://www.indymedia.org> (site international)

<http://bxl.indymedia.org/> (Bruxelles)

L'Autre TV, la télé des gens par les gens

<http://lautretv.fr>

Le Grand Soir

« Webzine » militant d'information alternative qui présente des dossiers, analyses et actualités.

www.legrandsoir.info/

Le Monde Diplomatique

Le Monde Diplomatique conjugue une large ouverture sur les questions internationales avec une vision critique de ce qui reste le plus souvent dans l'« angle mort » de la presse : ravages du dogme libéral, dangers du prétendu « choc des civilisations », chances et enjeux des nouvelles technologies de la communication.

<http://www.monde-diplomatique.fr/>

Les pieds dans le PAF

L'association nantaise de téléspectateurs et d'éducation aux médias s'est constituée en 1988 en réaction

à la dérive marchande de la télévision et à la soumission de cette dernière à la « dictature de l'audimat ». Elle est très impliquée dans la défense des chaînes associatives et milite également pour que les téléspectateurs soient représentés au sein du CSA.
<http://www.piedsdanslepaf.org>

Le Tigre

Le Tigre est un magazine français généraliste indépendant et sans publicité, distribué en kiosques et en librairies. *Le Tigre* se distingue par son éclectisme : on peut y lire de longs reportages d'écrivains, des articles géopolitiques, des pamphlets, des dessins de presse, des portfolios en photo, des critiques de la consommation...

<http://www.le-tigre.net/Qu-est-ce-que-Le-Tigre.html>

Mediapart

Journal d'information numérique, indépendant et participatif, né de la volonté de quatre journalistes français.

<http://www.mediapart.fr/>

Primitivi

Ce collectif marseillais de vidéastes est entré en résistance contre l'uniformité audiovisuelle et a entrepris d'écrire une histoire alternative de la télévision. Il organise de nombreuses journées d'action pour protester contre l'hégémonie des médias commerciaux.

<http://www.primitivi.org>

Reporter Citoyen

<http://reportercitoyen.fr/> et aussi : le blog de Philippe Merlant sur Reporter Citoyen <http://www.lavie.fr/>

XXI

Vendue 15,50 € en librairie, la revue *XXI* a été fondée en 2008 par Laurent Beccaria et Patrick de Saint-Exupéry. Elle est basée sur un concept d'articles de fond sans publicité.

<http://www.revue21.fr/> et, par ses fondateurs, le manifeste pour le renouveau du journalisme : <http://fr.scribd.com/doc/119594531/XXI21-manifeste>

Ritimo

Informations, outils, initiatives pour un monde solidaire.

http://www.ritimo.org/spip.php?page=groupe&id_groupe=27

Rue 89

Site web de débats sur l'actualité créé par d'anciens journalistes de Libération en mai 2007. Sa ligne éditoriale est vue comme social-démocrate. Il appartient au groupe Perdriel et est financé par la publicité. Se définit comme *nouveau site d'information de l'ère numérique, un média indépendant et pluraliste. Un lieu où l'on discute, où l'on se rencontre, où l'on prend l'air.*

<http://www.rue89.com/>

Télévision du monde

Télévision du monde est une nouvelle chaîne de télévision qui se veut citoyenne, critique et créative, pour une société plus ouverte, plus chaleureuse et plus éthique. Elle a pour but d'informer, d'éduquer et de promouvoir des mobilisations citoyennes, d'associations ou d'État pour la démocratie et l'épanouissement des peuples.

<http://www.televisiondumonde.be/>

Sites d'analyse et de décryptage des médias

Acrimed

Action Critique Media décrypte le discours et les pratiques de la presse française, ce qui en fait un des meilleurs sites d'information et de réflexion sur les médias dominants. Il contient également un annuaire de ressources très important.

<http://www.acrimed.org>

Columbia Journalism Review : Who owns what

Ce site d'information et de réflexion sur les questions liées au journalisme a recensé l'ensemble des médias et sociétés de communication détenus et contrôlés par les multinationales.

<http://www.cjr.org/tools.owners>

Désintox L'OFM fournit sur son site un dossier complet sur l'état de la concentration des médias de France.

<http://www.observatoire-medias.info>

Extra ! Ce site en anglais est spécialisé dans la critique des médias et s'intéresse tout particulièrement à la mainmise des industriels et des officiels américains sur la presse.

<http://www.fair.org/extra>

Internet Actu

InternetActu.net est un site d'information électronique sur les technologies, les services et les usages des nouvelles technologies de l'information et de la communication édité et réalisé par l'Association pour la Fondation Internet nouvelle génération (FING).

<http://www.internetactu.net/>

Media Channel

Ce portail américain fournit chiffres, analyses, enquêtes sur les différents conglomérats transnationaux qui dominent notre « info-culture ».

<http://www.mediachannel.org>

Observatoire français des médias (OFM)

L'OFM fournit sur son site un dossier complet sur l'état de la concentration des médias de France.

<http://www.observatoire-medias.info>

Sites institutionnels

Démocratie en réseaux, une initiative régionale française

En 2011, la Région Île-de-France relance l'initiative « Démocratie en réseaux », qui avait fait l'objet d'une journée de conférence en 2008, en conviant acteurs associatifs, élus, agents des collectivités territoriales, citoyens porteurs d'initiatives, médias, praticiens, innovateurs et chercheurs à une série de rendez-vous. Ce cycle de rencontres s'inscrit dans une démarche d'accompagnement et de mise en relation des acteurs de la citoyenneté et des nouvelles technologies pour mettre l'innovation numérique au service de l'innovation sociale et de l'innovation publique.

<http://democratie-en-reseaux.net/>

Conseil Supérieur de l'Audiovisuel

<http://www.csa.be>

Conseil Supérieur de l'Éducation aux médias

<http://www.csem.cfwb.be/>

Nations Unies – Division Média

<http://www.un.org/french/audiovis/>

Observatoire du Récit Médiatique

<https://www.uclouvain.be/281228.html>

Sommet mondial sur la société de l'information

<http://www.itu.int/wsis/index-fr.html>

Unesco – Observatoire de la société de l'information

<http://portal.unesco.org/> et <http://www.unesco.org/>

Quand les médias rencontrent l'enseignement & l'éducation permanente

Rencontre avec **Stephan Grawez, responsable Éducation Permanente à Média Animation.**

Quels constats peut-on poser sur l'état de santé des médias généraux aujourd'hui ?

Si l'on se concentre sur l'état des lieux des médias d'information, le contexte général est un contexte de double crise : financière et de confiance. Pour commencer, une crise financière qui se manifeste par l'érosion de la presse écrite – baisse des moyens de vente, diminution du lectorat, fermeture de nombreux journaux – et qui pose, à terme, la question de la viabilité de cette dernière. Les recettes publicitaires ne permettent pas de tout combler et les nouveaux horizons offerts par l'Internet participent à l'affaiblissement de la presse. Car, si l'on assiste à l'émergence de médias numériques, ceux-ci ne s'accompagnent pas encore d'un modèle économique pérenne. *Le Soir* sur tablette numérique, par exemple, semble arriver à rattraper le nombre de lecteurs perdus mais pas à retrouver son lectorat d'antan. En termes économiques, il s'agit d'un investissement de rationalisation plutôt que de développement. De cette crise financière découle la question suivante : les médias vendent-ils encore de l'info ?

La course à l'audience se manifeste dès lors dans une offre médiatique floue, le produit informatif étant dilué dans bien d'autres produits commerciaux. Pour assurer du passage – du *trafic* – sur son site, un journal use d'infos anecdotiques, de concours, d'offres commerciales... Que reste-t-il du travail d'information ? L'émergence du numérique n'est donc pas une garantie de l'information professionnelle, à l'exception peut-être d'initiatives françaises telles que les *MédiaPart*, *Rue89* ou *Le Huffington Post*, des modèles de médias numériques exclusifs – des *pure players*. S'il est encore trop tôt pour savoir si ces initiatives vont tenir la route, il est intéressant de noter que c'est bien souvent d'anciens journalistes de la presse traditionnelle qu'elles émanent.

Cette course à l'audience procède donc à l'affaiblisse-

ment des standards de qualité ainsi qu'à la polarisation de l'information. Avec les lignes éditoriales qui privilégient les articles courts aux articles d'investigation, on observe en effet une information à deux vitesses : sur le numérique gratuit, l'information basique voire primaire, l'information de qualité étant payante. Ce fut notamment manifeste lors de l'élection du Pape : *Le Monde* en version papier collectionnait des analyses sur les enjeux théologiques, stratégiques et autres, tandis que l'on trouvait sur son site des informations plus populaires, rapides, voire non vérifiées. Or cette course à la vitesse et son corrélat, le manque de vérification, entache la qualité de l'information.

La crise qui en découle est notamment illustrée dans le baromètre de confiance dans les médias en France. Chez nous, cela se manifeste notamment par l'augmentation des plaintes émises par le lectorat au Conseil de Déontologie Journalistique. Autre illustration de ce manque de confiance : l'émergence du journalisme citoyen – le *online journalism* – au nom duquel une série de gens se baptisent émetteurs d'infos. Là non plus, la vérification de l'information et

En France, Sofres a procédé à une étude en 2013 sur la confiance accordée par les Français dans les différents médias en vue d'être « informés ». En résulte que la télévision reste en tête des préférences avec 69% devant la radio (33%), Internet (27%) et la presse quotidienne (24%). Cependant, le premier média considéré comme digne de confiance resterait la radio avec 54%, devant la presse écrite (50%), la télévision (48%) suivit d'Internet (35%). L'ensemble de ces chiffres de confiance est globalement en baisse.

Étude réalisée du 4 au 7 janvier 2013 auprès d'un échantillon de 1000 personnes représentatif de la population française.

son objectivité ne sont pas garanties... Si les médias vendent de l'info, les internautes ou les associations qui émettent de l'info défendent d'abord un projet ou une cause qui passe par cette information. Les faiseurs d'opinion sur les réseaux sociaux sont, quant à eux, souvent payés pour vendre des produits. Les émetteurs d'information ne sont donc jamais neutres, ils ont tous des mobiles. Déceler ces intentions, les mettre à jour pour permettre au public une lecture plus critique des médias fait partie intégrante de l'éducation aux médias.

Quel rapport le citoyen entretient-il avec les médias aujourd'hui ?

Ce rapport est ambigu. Si elle ne fait pas partie des besoins fondamentaux, la nécessité de s'informer reste importante. Mais la demande est bien sûr liée à l'offre et l'articulation de ces paramètres relève d'un phénomène complexe. Mon sentiment, c'est que l'information journalistique a quelque peu perdu sa place dans la société, au milieu d'un flot d'information qui n'en est pas toujours... Dans les réseaux numériques tels que *Facebook*, *Twitter*, etc., les utilisateurs, bien qu'actifs, restent en grande majorité dans une posture de relais de l'information, ils en sont rarement créateurs. Ce constat est d'autant plus vrai pour les jeunes, grands consommateurs de réseaux sociaux sur lesquels ils relayent du mainstream. Il y a de plus en plus de communication, qui n'entraîne pas pour autant un accroissement de l'information journalistique.

Dans quelle mesure les différentes offres de médias invitent-elles à la participation citoyenne ?

Les émetteurs traditionnels laissent très peu de place pour cette participation citoyenne. La forme de participation la plus encouragée concerne les contenus de consommation, tels que des concours. La mise en ligne de contenus rédactionnels permet bien souvent une réaction, mais toujours *a posteriori*, via des commentaires. Ce dernier mode de participation a aussi

ses inconvénients. D'une part, ces commentaires ont tendance à véhiculer nombre de stéréotypes, d'autre part, les commentateurs les plus actifs sont souvent les plus extrêmes, cherchant à diffuser largement – et sous l'anonymat – leurs idées fascistes ou racistes... Face à cela, *verslavenir.be* fut peut-être le premier à procéder à la modération qui est aujourd'hui de mise sur la plupart des sites : une validation du commentaire avant sa diffusion. Mais ce procédé coûte cher car il nécessite quelqu'un qui vérifie puis valide. De plus, ce filtrage questionne la participation réelle des citoyens, leur liberté d'expression. Enfin, ces quelques possibilités de réactions sont diluées dans le flot des possibilités qu'offre la toile.

En Belgique, il n'existe pas de comité de rédaction ouvert aux citoyens. En France, certains journaux et magazines comme *Marianne* ou *Le Monde Diplomatique* permettent aux lecteurs de souscrire pour soutenir l'essor financier du journal. D'autres comme



Médiapart ou *Rue89* ont mis en place des conseils de lecteurs mais, compte-tenus des enjeux qui sous-tendent les politiques de ces entreprises, je doute de l'influence réelle de leurs souscripteurs... Ces modes de soutien à la presse de qualité sont intéressants mais relèvent surtout d'une logique de marketing : la marge d'action qu'ils offrent reste limitée et ne touche pas le cœur de l'offre rédactionnelle. Enfin, en France toujours, on observe la création de plateformes de journalisme dit *citoyen*, telles que *slate.fr* ou *AgoraVox* mais, là

encore, il s'agit de vocations journalistiques improvisées, qui posent question quant à la qualité de l'information qu'elles diffusent.

Quels rapports entretient aujourd'hui Média-Animation – en tant qu'espace d'éducation aux médias – avec les acteurs associatifs et institutionnels ?

Je dirais qu'en termes de reconnaissance, nous avons deux casquettes : celle de l'enseignement obligatoire et supérieur d'une part, puisque nous sommes un des trois centres de ressources d'éducation aux médias existant en Belgique francophone, et d'autre

Zoom sur les projets de Média-Animation :

Médias Coach : formation adressée aux acteurs du monde associatif pour les rendre capables de mettre en place des projets concrets d'éducation aux médias.

Médiatisse ton quartier : inscrit dans le programme européen Media4Me, projet de création de médias de cohésion sociale à Schaerbeek. Formation technique, visite sociohistorique du quartier, interview de voisins ont permis la création d'un média participatif de quartier. Découverte et dépassement de barrières culturelles, psychologiques, religieuses ou autres. Le tout, mis en ligne à partir d'une carte du quartier : <http://www.mediatissetonquartier.be>

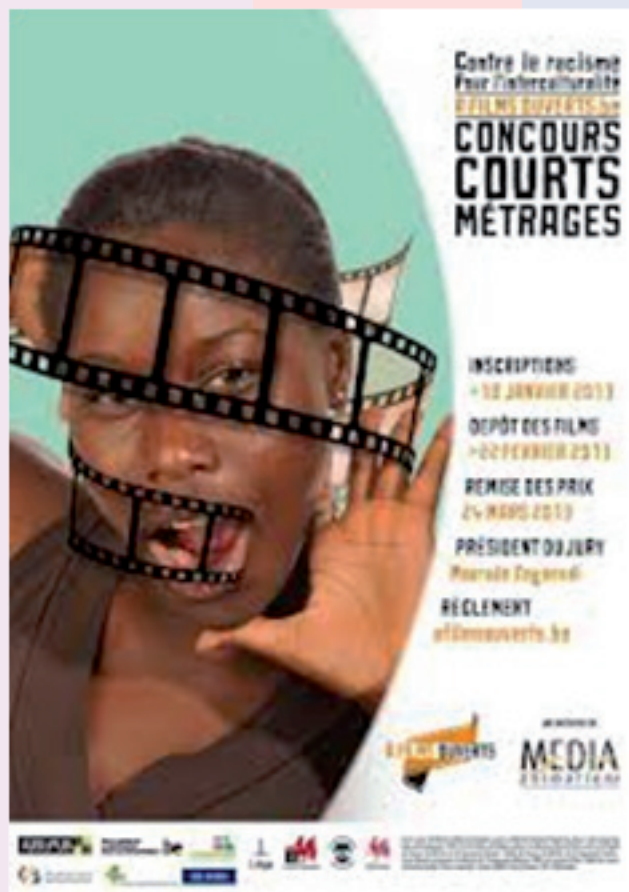
Perspectives Média : inscrit dans le programme européen Media4Us, formation de reporters issus de l'immigration de pays non européens pour la plupart déjà initiés au journalisme. Mise en ligne des articles (<http://www.perspectives-media.be>) avec, en prime, une sélection d'articles publiée dans un supplément au Métro du 20 novembre 2012.

Festival À Films Ouverts : une semaine de ciné-clubs organisés avec des partenaires locaux avec l'organisation d'un concours de court-métrages ouvert à tous, avec ateliers techniques pour ceux qui le désirent. (www.afilmsouverts.be)

Et **d'autres projets** moins visibles tels que la formation de journalistes à la question de la diversité, dans le cadre du projet européen MARS – Médias & Anti-Racisme dans le Sport).

Plus d'infos : www.media-animation.be

part, celle de l'éducation permanente décernée par le secteur Culture de la Communauté Française.



Notre champ d'action recouvre tant la Communauté Française que l'espace européen, et les acteurs avec qui nous travaillons sont divers. En tant qu'acteur consultatif, nous siégeons dans des lieux officiels tels que le Conseil Supérieur de l'Éducation aux Médias (CSEM). Nous entretenons aussi des liens informels ou des concertations avec des acteurs de l'enseignement ou du monde politique (lobbys européens, ...). Nous participons aussi à des réseaux européens d'acteurs en éducation aux médias. Par nos activités de formation, d'animation, de représentation ou de plaidoyer, etc., nous sommes également en relation avec des acteurs des médias comme la RTBF ou les éditeurs de journaux, ainsi qu'avec la vie associative

au sens large et la société civile non organisée.

Comment une structure organisée comme Média-Animation influe-t-elle sur le rapport des citoyens aux médias ?

Via nos projets et notre offre de formations, notre objet social est l'éducation aux médias, un concept qui nécessite parfois d'être redéfini. Il ne s'agit pas d'orienter le citoyen dans son utilisation des médias mais de l'outiller, de le rendre critique et autonome par rapport à l'environnement médiatique et à sa consommation. Il ne s'agit donc pas de dire aux gens ce qu'ils doivent faire ou pas, mais de les rendre capables de faire leurs propres choix. Nous ne nous situons donc pas comme des leaders d'opinion à faire campagne contre telle ou telle dérive médiatique. Notre but est avant tout de conscientiser tout un chacun aux enjeux qui sous-tendent les médias. À commencer par le concept même de « médias », qui ne se limite pas aux médias informatifs, mais recouvre de nombreuses réalités telles que les médias persuasifs – publicité, arrêtés gouvernementaux ou autres... –, les médias culturels, ludiques ou encore convi-

viaux comme les réseaux sociaux... Les univers médiatiques sont divers et s'interpénètrent. C'est donc face à toutes ces réalités que nous encourageons le citoyen à exercer son esprit critique : comment s'organise l'offre médiatique, quelle place reste-t-il pour l'autonomie des journalistes ? Et de faire ses choix en conséquence. Notre pédagogie est celle des trois C : Comprendre, Critiquer et Créer. Ainsi, en plus de l'outillage théorique, notre démarche passe aussi par la créativité : rendre les citoyens capables, via des ateliers pratiques, de s'exprimer avec ou par les médias. Ils comprennent alors, par expérimentation, comment s'organise l'envers du décor : sélection de l'information, mise en scène, etc. Cela aussi les rend plus critiques.

Quant à savoir quelle influence nous avons sur le consommateur... Cela reste difficile à mesurer, prudence donc. Ce qu'il nous est permis de mesurer, ce sont les données concrètes telles que le nombre d'inscrits à nos formations, les brevets décernés, les articles publiés... Mais pas l'influence générale. Cette difficulté est rencontrée dans de nombreux projets d'éducation non formelle.

« Changer les scénarios »



Dans le cadre du projet « Migrants, Réalités & Médias », l'équipe de Carrefour des Cultures a rencontré Sadies

Choua, réalisatrice belge et sociologue, auteure de *This Is My Home Now*, projeté pour notre cycle de Ciné-Débats. Elle nous livre sa vision des médias – d'informations comme culturels – et de la relation que ceux-ci entretiennent avec les stéréotypes que nous mobilisons dans nos rapports à l'altérité.

Quel est votre regard sur le monde médiatique ?

Le monde des médias est problématique. Vis-à-vis des immigrés, mais pas uniquement. Les immigrés y sont forcément sensibles lorsqu'ils regardent la télévision parce qu'ils y voient des informations sur eux ou sur leur communauté sans que celles-ci ne correspondent à ce qu'ils vivent ou connaissent. Ils sont dès lors conscients du biais des médias. Moi, je le suis fortement.

La difficulté avec les médias, c'est qu'ils sont liés au commerce, à l'idée de faire du chiffre. Il faut donc dire ou écrire ce qui se vend et, malheureusement, ce sont les histoires sensationnelles, d'autant plus éloignées de la réalité qu'elles font vendre. Les réalités médiatiques nous parlent de pouvoir, elles nous parlent également de ce regard que l'on pose sur l'Autre, souvent comme étant inférieur à nous. Ceux qui possèdent le pouvoir veulent bien sûr le conserver. Durant la colonisation par exemple, le racisme permettait de légitimer l'entreprise coloniale : « parce qu'ils sont inférieurs, c'est à nous de changer les choses et, grâce à nous, leur situation évolue ». Or cette idée est toujours présente et les médias sont là pour nourrir tout cela. La minorité qui détient le pouvoir veut maintenir la majorité dans sa situation

d'impuissance. Aujourd'hui, par exemple, sur ma commune – Molenbeek –, les médias racontent sans cesse des histoires et beaucoup de gens y croient. Du coup, ils ont peur de venir ici. Moi qui habite ici, je ne rencontre pourtant pas de problèmes. Il y a parfois quelques incidents mais ce n'est jamais comme l'image qu'en donnent les médias. Nourrir la mauvaise réputation de Molenbeek permet de conserver l'image des immigrés qui posent problèmes. Et cette image est nécessaire pour légitimer des frontières bien fermées. Car elles le sont. La plupart des gens pensent qu'il y a beaucoup de migrants qui viennent ici en Belgique mais ils ne se rendent pas compte de la difficulté que c'est d'y entrer. Cela, les médias n'en parlent pas. Ces derniers ne diffusent que les scénarios qui conviennent aux politiciens ou à ceux qui détiennent l'argent. Voilà pourquoi il est difficile de changer les informations. Si je veux raconter une autre histoire, qui va la publier, qui va l'acheter ? Il y a plein de journalistes capables de raconter tout cela. Cependant, ils ne restent pas dans les grands journaux, les médias *mainstream*. Si l'on cherche, on s'aperçoit que des alternatives existent. Mais pas dans les grands médias parce que cela ouvrirait les yeux des gens, or on ne veut pas leur ouvrir les yeux. Cela pourrait changer le monde mais on ne désire pas qu'il change.

N'y a-t-il pas une demande de la part du public ?

Oui, il y a heureusement des personnes qui se battent contre tout cela. Mais il y en a aussi beaucoup qui sont ignorantes et croient sans condition l'information qu'on leur donne. Elles ne vont pas aller chercher l'information de qualité par elles-mêmes. On leur donne des choses et elles acceptent. Et c'est très difficile de faire quelque chose contre cela.

C'est donc du côté des médias qu'il faut essayer d'induire du changement ?

Et du côté des mentalités. En Flandre, on dit qu'on ne trouve pas de journalistes issus de l'immigration. On dit bien vouloir mais ne pas trouver. Or ce sont les



A documentary by Saddle Choua

THIS IS MY HOME NOW

Music by Shakara United.

Produced by the European Women's Lobby and the European Network of Migrant Women.

50 MIN | English/French | SUBT EN/FR/NO | COLOUR | 16:9

T*his is My Home Now* raconte les histoires de trois femmes migrantes vivant en Europe. Alors qu'elles luttent pour l'égalité de leurs droits, ces femmes, comme tant d'autres, enrichissent leurs communautés d'accueil d'une myriade de façons.

Anna, d'origine russe, est chercheuse féministe, poète et propriétaire d'un hôtel à Lefkara, Chypre. Dil, d'origine sri-lankaise, est une humoriste à succès, journaliste et présentatrice de radio, et activiste pour les droits des migrantes et des queers en Irlande. Sophie, d'origine tunisienne, dirige un institut de beauté solidaire à Marseille en France, qui est aussi un lieu de rencontre encourageant les femmes d'origines différentes à s'autonomiser.

Les histoires d'Anna, de Dil et de Sophie cassent les stéréotypes sur les femmes migrantes et donnent un visage et une voix au nombre croissant de femmes d'origine immigrée en Europe, rarement vues ou entendues.

stéréotypes qui font barrière à l'entrée de ces postes. Et les faux arguments comme la langue. Il est pourtant faux de penser qu'un migrant de seconde génération, qui est né et a fait ses études en Flandre, ne sache pas lire ou écrire le néerlandais. La plupart de ces jeunes de la deuxième génération désirent peut-être, comme en rêvent beaucoup de journalistes, travailler à VRT mais ils n'y ont pas accès. Et le cœur du problème est autre que l'accent. Des journalistes belges de souche ont aussi des accents comme, par exemple, l'accent anversoïse. Mais si l'on trouve que c'est un bon journaliste, on va juste demander à l'Anversoïse de s'entraîner un peu. L'accent, ça se travaille. Pourtant, si le journaliste a un accent turc ou arabe, là, ça pose problème, parce qu'il a un monde en plus – et pas un autre monde – ou un autre regard, qui ne correspond pas au regard de la rédaction. Et c'est là que ça ne va plus : la rédaction ne veut pas sortir des sentiers battus, elle ne veut pas raconter d'autres histoires. Je sais que je suis bienvenue pour faire des films stéréotypés sur la femme marocaine qui a des problèmes avec son mari, la femme victime, la femme battue, parce que cela va dans le sens de la vision qu'on a envie de répandre. Ça ne m'intéresse pas. J'ai envie de raconter d'autres histoires mais là, c'est eux qui ne sont pas intéressés.

Le milieu artistique ne permet-il pas plus de libertés ?

Le monde artistique n'est pas forcément plus progressiste. Il y a toujours quelqu'un pour te dire comment faire, comment te représenter : « vous, au Maroc, vous êtes comme ceci, comme cela ». Comme si ton histoire n'était pas vraie et qu'ils la connaissaient mieux que toi. C'est un combat permanent, d'autant plus difficile qu'on essaye de te faire croire que les histoires que tu racontes sont exceptionnelles. Or ce n'est pas le cas. Si tu fais des choses que les gens ne veulent pas entendre, tu devras investir ton énergie dans les explications, les justifications. Pour cette raison, cela me fatigue parfois de commencer des projets. J'ai d'ailleurs souvent dit non. Pour moi, c'est au niveau des scénarios que ça doit changer. Tant que les histoires restent les mêmes, on reste dans le superficiel. Que l'on mette en scène le marocain « criminel » ou le « super » marocain, on reste dans l'ordre du stéréotype, on ne va pas en profondeur. C'est la même chose pour le documentaire. Raconter sans cesse des histoires qui existent déjà, ce n'est ni très courageux, ni très intéressant.

Les films que vous réalisez participent-ils à changer votre propre regard ?

Effectivement. J'ai un jour été interviewée par un journaliste qui avait déjà en tête ce qu'il allait écrire avant même de me rencontrer. La moitié de l'article était stéréotypé. À cet égard, il y a deux idées que je trouve importantes et que tous les journalistes devraient avoir en tête. D'une part, il y a de l'universalité dans chaque situation. Ce que l'on observe chez les immigrés en Belgique, on peut l'observer aussi chez des Belges expatriés. D'autre part, pour bien comprendre cela, il est toujours intéressant d'imaginer la situation pour soi, de se mettre à la place de l'autre. Avec *This Is My Home Now*, j'ai moins appris par les histoires de ces femmes formidables – je sais qu'il y en a partout ! – que par le fait de réaliser quelles histoires je désirais raconter. Ce film a changé mes habi-

tudes : moi qui ne croyais pas aux histoires positives pour casser les clichés, j'ai réalisé qu'elles sont tout aussi importantes pour changer les scénarios. En déconstruisant les stéréotypes, elles ont un impact sur les femmes migrantes elles-mêmes, cela leur permet de poser les questions à d'autres niveaux que les registres habituels. Enfin, parce qu'on ne peut pas tout faire dans un film, il me semble essentiel que le film invite à la discussion, à l'échange.

Projet

« Médias - Diversité - Citoyenneté »

« La culture est basée sur l'individu, les médias mènent vers l'uniformité ; la culture éclaire la complexité des choses, les médias les simplifient. »

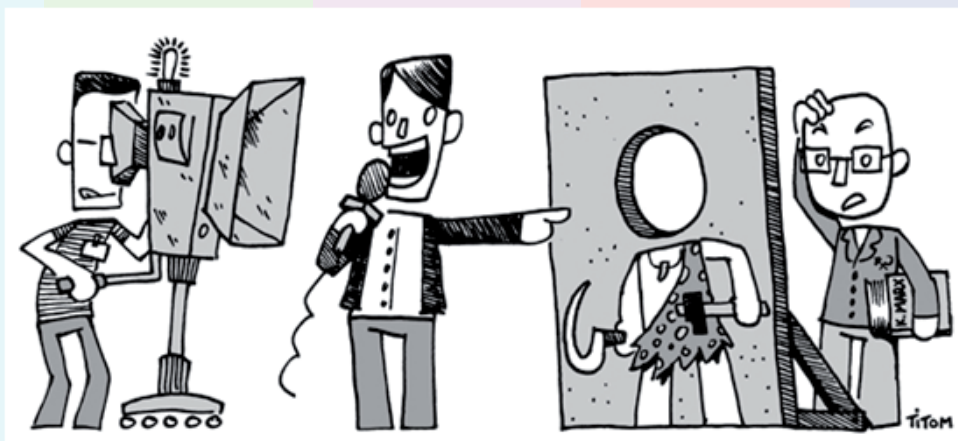
Milan Kundera (1923), écrivain français

En tant qu'organisme d'éducation permanente, Carrefour des Cultures a pour crédo de rendre son public autonome dans l'apprentissage, de l'émanciper. Or, comme l'a dit le sociologue Christian Maurel (1) lors de la journée Éducation Permanente du 17 juin 2011, l'émancipation est un processus d'autorisation qui permet de sortir de la place qui nous a été assignée en vue de devenir acteur de son propre destin. Maurel, loin de se satisfaire d'objectifs théoriques, énonce ensuite les modes d'action qui permettent de concrétiser de tels objectifs. Parmi ceux-ci, « le fameux voir-comprendre-agir » qui permet d'introduire de l'intelligence dans l'action. Or c'est précisément là qu'intervient le projet Médias – Diversité - Citoyenneté : que voient les citoyens belges dans les médias et qu'en comprennent-ils ? En quoi ce qu'ils lisent, voient et entendent les pousse à l'action, les rend acteurs de la société dans laquelle ils vivent ? Et surtout, en quoi pouvons-nous contribuer à la création de médias d'éducation permanente, c'est-à-dire qui permettent à leurs lecteurs de mieux voir, comprendre et agir ?

Des études telles que celles du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA), de l'Association des Journalistes Professionnels (AJP), de la Fédération Internationale des Journalistes (FIJ), etc., se multiplient pour attester d'un manque général d'égalité et de diversité au sein des médias d'information. Face à ce constat s'impose la re-

cherche d'alternatives en matière de médias, une recherche collective dont les acteurs seraient issus de secteurs diversifiés. Pour toutes ces raisons, Carrefour des Cultures estime qu'il est temps de réunir autour de la table des acteurs des médias, de l'associatif, de l'administration et de la société civile, de créer des espaces de dialogue, de confrontation et d'échange, ayant pour objectif la création de véritables médias d'éducation permanente. Pour ce faire, un groupe de travail constitué de profils étudiants, associatifs, citoyens et journalistiques s'est réuni les 20 mars et 17 avril : l'occasion pour chacun de se positionner face aux objectifs et à l'articulation du projet et, pour le groupe, de lancer une dynamique de réflexion collective. Les réunions de ce groupe de travail se tiendront une fois par mois jusqu'en juillet 2013 afin de préparer l'ouverture du premier cycle thématique en septembre 2013.

Les cycles médiatiques successifs seront rythmés par des sessions d'échanges réflexifs préalables à la production. Par conséquent, la logique de production propre à ce projet est, à l'instar de la démarche d'éducation permanente, celle de la construction, à



partir de « savoirs jusque-là inouïs (Pierre Roche) parce que assujettis (Michel Foucault) » (2). Inscrites dans une démarche essentiellement prospective et empathique, les productions médiatiques viseront particulièrement à faire participer les minorités médiatiquement sous-représentées à la culture telle que définie par Christian Maurel, dans son sens organique, comme l'« ensemble des savoirs et des méthodes, des modèles esthétiques et d'organisation permettant de comprendre sa situation dans le monde, de la décrire, de lui donner un sens, afin de la transformer » (Projet national d'éducation populaire de la Fédération Française des MJC). » (3)

Dans un esprit d'ouverture et de pluralisme, l'ensemble des productions réalisées dans le cadre de ce projet se dresseront en vitrines destinées à faire parler l'apport des synergies et des lieux de réflexions invitant à repenser une interculturalité axée sur des fécondités réciproques, plutôt qu'une simple addition des différences culturelles et sociales. À cette fin, les mixités – sociale, de genres et d'origines – seront consacrées et mises en interaction dans la réalisation pratique du projet.



« Parce que la communication médiatique est pour l'essentiel, dans un premier temps tout au moins, l'apanage des dominants, elle ne peut être séparée de la capacité d'imposition du point de vue de ces derniers. (...) La relation médias-immigration se joue donc dans des représentations collectives exprimant, non sans raison, l'état inégalitaire de la société. Mais ce au sein d'un rapport social défini à partir de la logique politique dominante qui n'est que rarement interrogée elle-même au sujet du modèle d'inclusion qu'elle met en œuvre. »

Albert Bastenier, 2004, Qu'est-ce qu'une société ethnique ? Ethnicité et racisme dans les sociétés européennes d'immigration, PUF, p.218



Personne de contact :

Léonor Tapernoux

Tél : 081/74.98.74

leonor.tapernoux@carrefourdescultures.org

(1) *Éducation permanente : enjeux et perspectives*, publication des actes de la journée éducation permanente du 17 juin 2012, Service général de la jeunesse et de l'Éducation permanente, p.59.

(2) Intervention de Christian MAUREL / Fondation Gabriel Péri – 23 mai 2012, [Pdf, En ligne] <http://www.gabrielperi.fr/IMG/pdf/cmaurel.pdf>

(3) *Ibid.*

Articulation

Quatre missions :

Pôle Réflexion

Des thématiques abordées en groupe de travail et en tables rondes sous l'angle de la diversité et de la médiatisation, nourries par les apports d'intervenants et experts.

Pôle Production

Des productions médiatiques visant à favoriser la visibilité de problématiques absentes de la scène médiatiques, de citoyens et d'association, de leurs initiatives et positionnements sociétaux, ainsi que le développement, chez elles, de compétences en matière de production de médias écrits, radiophoniques et audio-visuels. Les tables rondes alimentent par leurs contenus les pistes de production, sur base desquelles le groupe de travail détermine les modalités de production.

Pôle Sensibilisation – Diffusion

Une diffusion assurée par les canaux médiatiques de Carrefour des Cultures, des médias et associations participantes, ainsi que des médias mainstream interpellés.

Des événements ouverts au grand public afin de participer à une sensibilisation plus large et de susciter un intérêt pour les initiatives issues du monde associatif pour une citoyenneté active.

Pôle Éducation aux médias

Mise en lien de professionnels des médias et de l'éducation des médias avec des publics désireux de s'initier à la critiques des médias ainsi qu'aux techniques de production de médias écrits, radiophoniques et audio-visuels.

Quatre espaces :

Groupe de travail

Un espace de réflexion composé d'une sélection de personnes physiques et morales dont les champs d'action correspondent à ceux du projet (Médias – Diversité – Citoyenneté), réunit mensuellement pour conduire et nourrir le projet.

Tables rondes

Une à deux fois par cycle thématique, élargissement de la réflexion avec les publics concernés par les thématiques débattues (groupe de travail, professionnels des médias, acteurs associatifs et institutionnels), en vue de proposer des pistes de matérialisation en produits médiatiques

Événement grand public

Clôture de chaque cycle thématique par une présentation au grand public des contenus médiatiques réalisés durant ce cycle, ainsi que de leurs contextes de production.

Ateliers

Des initiations à la critique des médias ou à la technique de réalisation écrite, radiophonique ou audio-visuelle qui auront lieu par le biais de professionnels des médias ou d'associations d'éducation aux médias. À l'attention de toute personne, morale ou physique, notamment issue du tissu associatif, dans le but de susciter sa lecture critique des médias ou de devenir actrice de sa médiatisation, avec l'aide de professionnels.

Zoom sur le bimestre

PluriCité

Quelques échos...

Démocratie participative, entre local et global

Dans son ouvrage *Participer. Essai sur les formes démocratiques de la participation* (1), Joëlle Zask nous rappelle que « participer ne peut se réduire à accomplir un rôle, ni à faire figure de participants dans des dispositifs sur lesquels ces derniers n'ont aucune prise. » (2) C'est en prenant l'initiative que les citoyens participent, à condition qu'ils puissent contribuer à la définition de la forme et de la nature de l'expérience qu'ils vont vivre. Ainsi nombre de dispositifs participatifs aujourd'hui développés sont renvoyés à une expérience de participation illusoire puisqu'elles dessaisissent les participants de toute influence sur leur forme et sur les règles qui y sont appliquées (3).

C'est dans cette optique que le groupe de travail porteur du projet a pensé la continuité de « Démocratie participative, entre le local et le global » pour en faire une véritable œuvre citoyenne. Du groupe de citoyens a émergé une structuration en trois pôles évoluant concomitamment, les uns enrichissant les autres. Ils correspondent moins à des phases distinctes qu'à un ensemble de réflexions, d'activités et de productions participant d'une même démarche, tendant vers un même objectif, à savoir la réappropriation de l'espace public par des citoyens critiques et conscients.

Le premier pôle est le pôle réflexion. Il comprend l'ensemble des activités réflexives comprises dans le projet, qu'il s'agisse des réunions et débats du groupe de travail, des tables rondes ou encore de la

dimension de débat et d'échange des événements grand public. Le second pôle est le pôle production. Les réalisations de ce pôle peuvent être vues comme les aboutissements successifs des actions menées dans les autres espaces. Temporellement, elles ne prennent donc pas place à la fin du projet mais jalonnent celui-ci tout au long du processus. Les actions de production-sensibilisation concerneront trois corps constitutifs de la société, à savoir les citoyens, la société civile et le politique, l'objectif étant de les interroger, de les confronter et de leur donner de la visibilité. Le dernier pôle est le pôle de sensibilisation-animation. Son objectif est d'offrir des animations et des séances d'informations ayant pour base les réflexions et les productions développées dans les autres pôles et espaces. Le but est de permettre une sensibilisation et une information continue destinée aux institutions, et notamment aux acteurs de terrain (écoles, associations, etc.).

Afin de porter ces réalisations et de rester fidèle à nos objectifs, sachez que le groupe de travail Démocratie participative, une œuvre citoyenne restera ouvert jusqu'en juin 2013. N'hésitez pas à nous contacter pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

Personne de contact :

François Lemaire

Tél : 081/74.98.79

francois.lemaire@carrefourdescultures.org

1) J. ZASK, *Participer. Essai sur les formes démocratiques de la participation*, Le bord de l'eau, Paris, 2011.

2) *Participer. Essai sur les formes démocratiques de la participation*, L. DAMAY, H. POURTOIS, dans La Revue Nouvelle, septembre 2012, p. 69.

3) *Ibid.*

Immigration, intégration : entre l'accueil et l'inclusion

L'immigration et l'intégration occupent une place notable dans le débat de société. L'année 2013 marque un tournant dans les politiques liées à l'intégration via les politiques d'accueil. Dans la dernière parution (Jan.-Fév. 2013) de PluriCité, la Une, consacrée au parcours d'accueil, nous plongeait dans les méandres de ce dispositif, avec un détour par les contrées flamandes, afin d'interroger les contours de ces nouvelles dispositions. Le constat qui en découle est sans appel : cette matière nécessite plus que jamais une réflexion de fond pour une action sur les multiples réalités du processus d'intégration.

Il s'agit de dépasser les propos de Daniel Ducarme, repris par Didier Reynders, « l'intégration est un échec », pour cibler les failles des politiques d'intégration précédentes, et peut-être à venir. L'idée est de questionner les démarches entreprises en la matière afin d'œuvrer ensemble à la construction de la société interculturelle de demain. Averti quant aux modifications politiques qui se précisent et nourri par son expérience de terrain, Carrefour des Cultures a mis sur pied l'espace « Immigration, intégration : entre l'accueil et l'inclusion » : un lieu d'information, de formation et d'accompagnement pour toute personne en demande, ainsi que de réflexion, notamment sur les politiques relatives à l'intégration. Par le biais de cet espace, l'objectif est de travailler au processus dynamique et complexe de l'intégration, en l'inscrivant dans la durée. Pour ce faire, une assistance individuelle (accompagnement juridique,

administratif et de médiation interculturelle) est proposée dans nos locaux lors de nos permanences les mardis et mercredis (14h-17h) ou sur rendez-vous. En outre, des sessions alliant français comme langue étrangère et citoyenneté sont dispensées les lundis et jeudis (10h30-12h30). Ces deux modes d'accompagnement ont pour fonction d'outiller les personnes étrangères ou d'origine étrangère pour les repositionner comme acteurs de leur quotidien et de la société.

Par ailleurs, le rôle de la société civile, tout particulièrement celle issue de l'immigration et celle organisée, est d'exercer un contrôle citoyen par une lecture critique accompagnée de recommandations. Nous vous invitons à poser la question de l'intégration, en termes d'action concrète et efficace au sein de la collectivité et surtout avec la collectivité. Dans ce sens, Carrefour des Cultures met à disposition des espaces d'analyse, de réflexion dans le domaine de l'immigration – intégration, tout particulièrement sur le duo « français langue étrangère – citoyenneté » et le parcours d'accueil destiné aux primo-arrivants.

Personne de contact :

Tess Malcourant

Tél : 081/74.98.71

tess.malcourant@carrefourdescultures.org

Migrantes, Réalités & Médias

Inscrit dans l'espace « Perspective de genre : immigration au féminin », « Migrantes, Réalités & Médias » interroge la place accordée par les médias dominants aux femmes issues de l'immigration. Par leurs approches, leurs interprétations de réalités plurielles et complexes, ceux-ci ne participent-ils pas au renforcement de stéréotypes discriminants de telle ou telle minorité ? Quelle est leur part dans la construction de carcans figés nous donnant l'illusion de « connaître » l'autre et donc de ne pas prendre la

peine de le rencontrer ? Quel pouvoir notre société accorde-t-elle à l'image et à sa prétendue objectivité ?

Après s'être, une année durant, nourri de médias traitant de l'immigration des femmes dans le monde, un groupe de travail, composé de femmes migrantes et non migrantes, s'est lancé dans la réalisation d'un documentaire. L'angle sous lequel la thématique est abordée, ainsi que la structure, squelette du développement, se dressent progressivement. En parallèle,

avec l'aide de Média-Animation, les participantes impliquées sont initiées à la technique du documentaire.

À partir de novembre 2012, le groupe de travail a commencé à rencontrer des femmes susceptibles d'être filmées. L'enjeu n'est pas de mettre sous les projecteurs des personnes « hors normes », mais de prendre le temps de la rencontre. Par celle-ci, nous nous donnons l'occasion de mettre en lumière l'humanité qui se décèle au sein de vécus singuliers et pluriels.

Le tournage a démarré en mars 2013. Trois premiers profils ont été filmés par une équipe composée de participantes du groupe de travail, de travailleurs du

Carrefour des Cultures et de Média-Animation. Les prochains jours de tournage s'organisent afin d'entamer ensuite la phase de montage.

Le projet « Migrantes, Réalités & Médias » se vit comme un processus demandant aux participant-e-s de préciser sans cesse leurs intentions, de faire face à de nouvelles questions que seule l'expérience de la rencontre peut faire advenir.

Personne de contact :

Marie-Emilie Hauzeur

Tél : 081/74.98.73

mahem.hauzeur@carrefourdescultures.org

Share

Initié par Ecre, le projet « Share » s'est constitué en partenariat avec le CIRE, le CCAEB et Carrefour des Cultures dès 2011 avec pour principal leitmotiv la constitution d'une parole commune aux associations de migrants. Ce projet vise à mettre sur pied un espace de concertation émanant de l'associatif de migrants et capable de dialoguer avec les décideurs politiques sur les points liés à l'immigration. À ce jour, différentes réalisations ont permis d'initier la concrétisation des ambitions du projet « Share ».

Afin de prendre connaissance de l'état du terrain associatif national, une enquête au sein des associations issues et/ou travaillant dans le secteur de l'immigration a permis de faire l'état des lieux des actions, réflexions et problèmes rencontrés dans le cadre de collaborations et de synergies antérieures afin de développer cette initiative dans les meilleures conditions. Outre ces tables rondes, les associations se rassemblent dans le but de renforcer leur connaissance mutuelle et de se mettre d'accord autour d'un programme préliminaire pour le projet.

Événement clef, le Forum multipartite du 24 novembre 2012 fut l'occasion de s'ouvrir à davantage de partenaires au sein de l'associatif migrant, de partager, d'échanger sur les diverses politiques d'intégration existantes en Belgique et de réfléchir sur le rôle des migrants et minorités ethniques dans l'inté-

gration politique. La journée s'est clôturée sur un débat politique donnant l'opportunité de questionner les acteurs institutionnels sur des points relatifs aux thématiques travaillées : l'emploi, les politiques d'accueil, les droits sociaux et fondamentaux, l'enseignement et la culture, les médias.

Le forum a constitué un point de départ pour mettre en mouvement les objectifs assignés au projet « Share », à savoir la mise en place d'un dialogue structuré entre les migrants / minorités ethnoculturelles, leurs associations et les différents acteurs associatifs, politiques et institutionnels œuvrant dans le secteur de l'immigration et de l'intégration. Dans cette optique, l'objectif de l'année 2013 est de consolider les acquis et d'impulser une nouvelle manière de faire : un travail structurel allié à des actions ponctuelles, une logique fédérale combinée à des réflexions régionales.

L'assemblée des partenaires de Share fédéral a produit une carte blanche lors de la journée de lutte contre le racisme, disponible en ligne (1) sur le site du Soir, ainsi qu'une capsule audiovisuelle du Migrant Manifesto (2).

En outre, afin de répondre de manière adéquate aux dispositions sur les politiques d'accueil, « Share » a organisé le samedi 27 avril une journée de réflexion / production sur la question, tout particulièrement les

1) <http://www.lesoir.be/211491/article/debats/cartes-blanches/2013-03-20/share>

2) <http://www.youtube.com/watch?v=CyFx5kDdKUE>

avant-projets de décrets wallon et bruxellois relatifs à un parcours d'accueil des primo-arrivants, en vis-à-vis avec l'évaluation du parcours « Inburgering » en région flamande.

Personne de contact :

Tess Malcourant

Tél : 081/74.98.71

tess.malcourant@carrefourdescultures.org

Prochainement, avec Carrefour des Cultures



Bain de Langues

«Viva l'Azouza» d'Ahmed Hafiz.
Contes de l'ordinaire et de l'extraordinaire entre légendes urbaines et contes traditionnels de Tunisie.

Jeudi 2 mai, 19.30

Nom de la Rose

22, rue du Séminaire (3ème étage) - 5000 Namur

Au quotidien



Heures d'ouverture : tous les jours de 9h à 17h

Permanences : les mardis et jeudis de 14h à 16h

Cours de Français Langue Étrangère : tous les lundis de 10h30 à 12h30

Cours de Français - Citoyenneté : tous les jeudis de 10h30 à 12h30

Groupe de travail « Migrantes, Réalités & Médias » : un mardi sur deux, de 19h à 21h

Groupe de travail « Démocratie » : ouvert au public les 07/05, 04/06, 25/06, de 18h30 à 20h30

Carrefour des Cultures change d'adresse :

Retrouvez-nous désormais à l'Avenue Cardinal Mercier, 40 à 5000 Namur

Peuples et Cultures

La Palestine, entre richesses et conflits culturels

Si l'existence de l'État palestinien n'est encore que partiellement reconnue sur l'échiquier mondial, la région historiquement appelée Palestine est l'héritière d'une richesse culturelle et patrimoniale unique : coincée entre la mer Méditerranée et le Jourdain – précieuse source d'eau dans cette région semi-aride –, elle a vu transiter sur ses terres les caravanes reliant l'Orient et l'Occident par la Route de la Soie et, avec elles, toute l'histoire du Moyen Orient.

Terre fondamentalement hospitalière faisant partie du Croissant Fertile – zone géographique riche en eau allant du nord du Golfe Persique à l'Égypte en passant par le sud de la Turquie –, la Palestine a toujours été revendiquée par de nombreux peuples. Habitée depuis le Néolithique, elle a subi des tentatives d'invasion notamment égyptiennes, babyloniennes, perses et grecques. Vers 1800 av. J.-C. et avec le légendaire Abraham, elle devient la Terre Promise du peuple juif ; dès le 1er siècle et alors qu'elle est sous l'emprise de Rome, Jésus-Christ y sème les graines du christianisme ; Mahomet, au VIIe siècle, fait de Jérusalem la troisième ville sainte de l'islam et, sous domination musulmane, on construit sur les ruines du Temple juif de Jérusalem le Dôme du Rocher.

Jérusalem, ville trois fois sainte, ville de toutes les convoitises. À l'époque des croisades, elle est l'objet des revendications chrétiennes et de nombreuses batailles, et devient finalement capitale du Royaume Franc de Jérusalem, gouverné par Godefroid de Bouillon. Ce royaume tombe au XIIIe siècle dans les mains ottomanes, qui la garderont jusqu'au XXe siècle. Passée sous domination anglaise en 1917, elle

le restera jusque 1947, date à laquelle l'ONU, suite au traumatisme de l'holocauste, accorde une partie de ce territoire au peuple d'Israël. Mais ce dernier, fait reculer les frontières palestiniennes en 1967 et annexe plus de la moitié de ses terres, dont certains quartiers de Jérusalem. Au passage, il récupère les territoires de la Cisjordanie et de Gaza, occupés depuis 1948 respectivement par la Jordanie et l'Égypte, durant ce qu'on appelle la guerre des Six Jours.

Face à ces multiples invasions, les Palestiniens résistent. Avides de se réapproprier leur destin – et à l'instar de leurs ancêtres qui résistèrent à l'occupation anglaise –, ils prennent les armes et font sauter des bombes pour nuire aux intérêts juifs dans le monde entier. Débute la première *intifada* (soulèvement) en 1987 : sous l'impulsion de la jeune génération de Palestiniens nés durant l'occupation s'organisent des grèves, des manifestations, et un refus global de travailler avec Israël (boycott des importations, grève des taxes...). La non-violence des actions atténue l'image négative du résistant armé dans l'opinion internationale et mène, en 1993, à la signature des accords d'Oslo, censés garantir à la Palestine une

certaine indépendance pour cinq ans afin d'acheminer la région vers une paix réelle. La deuxième *intifada*, entamée en 2000, part du constat de l'échec de ces accords, et de l'enfermement imposé aux Palestiniens par Israël. Elle se perpétue aujourd'hui encore sous la forme, notamment, d'une communication adressée à l'extérieur pour faire connaître la situation actuelle de la Palestine et de son peuple, et d'une certaine lutte armée pratiquée par des groupes soutenus par une partie de la population, acculée et exsangue.

ser les revendications palestiniennes, les renforce et les attise : le conflit géopolitique avec Israël et l'opposition culturelle avec le peuple juif amènent les Palestiniens à faire valoir une identité propre, basée sur la richesse de leur histoire et sur le brassage des différentes cultures qui a fait la leur. C'est là toute l'ironie – et toute la tristesse – de la situation : si la Palestine est parvenue, dans son histoire, à inclure en son sein l'Orient et l'Occident, elle est devenue aujourd'hui le stigmate de l'incompréhension entre ces deux pôles au travers d'un conflit mondial.

Ce territoire réduit à peau de chagrin, loin d'amenui-



Jérusalem : le Dôme du Rocher et le Mur des Lamentations, dernier vestige du temple de Salomon.
Photo : Vincen-t/Flickr

De vous à moi...

Cri de citoyenne

Mesdames et Messieurs les ministres et députés de l'Union européenne et de Belgique,

J'ai honte. Honte pour la justice et les institutions de droit international. Honte pour la démocratie et la morale. Honte pour l'Europe et mon pays.

Le non-respect des conventions de Genève et des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations- Unies et de la Cour Internationale de La Haye ; les rapports accablants des diplomates de l'UE en poste à Jérusalem sur la politique d'apartheid et de colonisation de l'État israélien ; les révélations des refusniks ; les dénonciations de la falsification de l'histoire par Shlomo Sand, Ilan Pappé ; le courageux combat de pacifistes israéliens tel Michel Warschawski : toutes ces preuves des violations flagrantes du droit, Mesdames et Messieurs les ministres et députés, qu'en faites-vous ?

Le mur est illégal ! Les colonies sont illégales ! La confiscation des terres, des maisons, de l'eau sont illégales ! Les déportations des Bédouins et la détention administrative des prisonniers politiques hors des territoires occupés sont illégales ! Pour arrêter les exactions d'un État hors-la-loi, pour rendre justice au peuple palestinien, que faites-vous ?

Rien. Vous n'agissez pas. J'ai cru un moment à votre cécité (de toute façon, « est-on innocent parce qu'on ne sait pas ? ») mais votre faute est plus grave. Vous savez et, que ce soit par faiblesse, par apathie ou par cynisme, vous êtes devenus les complices du processus d'épuration ethnique voulue par Ben Gourion et ses successeurs. « Pas un seul village, pas une seule tribu ne doit rester. (...) Nous devons expulser les Arabes et prendre leur place », disait dans les premières heures du sionisme le premier président d'Israël ; c'est ce qu'a répété – seulement deux jours avant la visite d'Obama ! – le ministre du logement du nouveau gouvernement de Netanyaou.

Vous savez. Vous êtes coupables et, parce que vous êtes mes représentants, j'ai honte et je suis en colère.

Évidemment, de temps en temps – il faut bien se donner bonne conscience, à l'instar du président des USA qui a répété qu'Israël doit cesser les implantations dans les territoires palestiniens –, vous rappelez à votre « ami » (ainsi que l'appelle monsieur Reynders) qu'il ne peut continuer à violer le droit international. Vous le menacez, parfois, de sanctions mais, comme ces parents faibles et inconséquents, vous vous reniez. Pire, cet État hors-la-loi, vous l'avantagez par l'exemption de taxes douanières sur ses produits ; vous lui vendez des armes ; vous n'êtes pas scandalisés qu'une de nos banques lui octroie des prêts pour la construction de nouvelles colonies ou que la Fifa de Michel Platini lui confie l'organisation de l'Euro de football 2013 pour les moins de 21 ans. Quelle indécence ! Quelle veulerie !

Je pense au peuple palestinien, à ses souffrances, à sa volonté de donner un avenir à ses enfants. Comme il doit se sentir abandonné par nos démocraties, toujours promptes à donner aux autres des leçons de morale mais collaborant ignominieusement à une épuration ethnique.

Il est temps, Mesdames et Messieurs les ministres et députés, que vous assumiez vos responsabilités. Vous devez exiger la fin de l'occupation de la Palestine, la fin de la discrimination des Palestiniens d'Israël, la levée du blocus de Gaza, le traitement du sort des réfugiés. Vous devez refuser que celui que vous avez accueilli à bras ouverts et les yeux fermés dans l'OCDE soit un État au-dessus des lois.

J'aimerais que ce soit vous, mes représentants, qui retiriez ses bottes à l'ogre qui continue d'avancer et de s'empiffrer sans que quiconque mette fin à son appétit pantagruélique. Il est des combats que l'on se doit de mener. Refuser de voir bafouer le Droit, la Loi, la Justice, est un devoir auquel vous ne pouvez plus vous soustraire. L'horrible injustice doit cesser. Ça suffit !

Michèle Hicorne

« Un conflit qui a une fin »

La paix est inéluctable. Seul reste à déterminer le nombre de morts qui nous en sépare.

Pascal Boniface, IRIS

Rencontre avec Benjamin Moriamé

Benjamin Moriamé, vous êtes journaliste indépendant, sensibilisé à la cause palestinienne depuis une dizaine d'années, et l'auteur de l'ouvrage « La Palestine dans l'étau israélien : avant et après le mur » paru en 2006. Quel est le message qu'il vous importe de transmettre au public concernant le conflit israélo-palestinien ?

Ce qui me semble fondamental à faire comprendre, c'est que le conflit a un début tout comme il a une fin, contrairement à l'idée largement répandue qu'il dure depuis toujours et pour toujours. Pour commencer, le conflit armé n'a pas même un siècle. Les violences n'ont réellement commencé à se manifester qu'à partir des années 1920 et cela, dans les deux camps. Il est arrivé à plusieurs reprises, par exemple, que des milices juives fassent exploser des bombes sur les marchés arabes. En 1917, la déclaration du ministre britannique des Affaires Étrangères, Arthur James Balfour, en faveur de l'établissement d'un État israélien en Palestine, fut vécue par ses habitants comme une trahison, non seulement du gouvernement britannique mais également de l'Europe qui semblait à l'époque avoir déjà pris fait et cause pour le mouvement sioniste. À l'heure où les conflits deviennent armés, cette Europe est trop occupée avec ses propres guerres et laisse le conflit s'envenimer jusqu'à la proposition de plan de partage de l'ONU en 1947, refusée tant par les Israéliens que par les Palestiniens : c'est la première guerre israélo-arabe, gagnée par Israël qui s'octroie jusqu'à 78% des territoires palestiniens. Ce partage correspond à la *Ligne Verte* toujours reconnue aujourd'hui par les Nations-Unies. Il ne reste aux Palestiniens que la Cisjordanie et la Bande de Gaza, deux territoires qui correspondent approximativement à la superficie de la Wallonie. Les guerres israélo-arabes se sont ensuite succédées – Guerre des Six jours, Guerre de Kip-

pour, Paix en Galillée, Massacre de Sabra et Chatila... – tandis qu'Israël menait de front l'occupation et la colonisation des territoires palestiniens. Des villages arabes ont été détruits en terre palestinienne – qui se voit entièrement occupée militairement à partir de 1967. En conséquence des guerres israélo-arabes, les Palestiniens ne bénéficient plus du soutien des pays limitrophes et la question des réfugiés se pose, avec 6 millions d'exilés au moins.

Le peuple palestinien n'a-t-il pas lui aussi répondu par la violence ?

Bien sûr. Les *intifada* de 1987 et 2000 sont les réponses armées de Palestiniens opprimés et provoqués par l'État d'Israël. La première *intifada* n'était quasiment pas militarisée, puisque les Palestiniens se battaient alors essentiellement à coups de pierre. En revanche, entre 2000 et 2002, au summum de la seconde *intifada*, les Palestiniens commencent à



Photo : Pascal Ducourant

utiliser régulièrement l'arme de l'attentat-suicide (y compris dans des lieux publics comme les bus ou les centres commerciaux), face à Israël qui, de son côté,

On parle souvent de la violence des rivières mais bien peu de la violence des rives qui enserrant.

Bertholt Brecht

réprime à coup de bombardements. Ces réponses offensives offrent à Israël le prétexte nécessaire à la construction, en 2003, du mur de séparation des territoires, un projet déjà pensé en 1970 comme en attestent des plans de l'époque. Les violences armées des uns et des autres ont été selon moi surmédiatisées, en regard du manque de médiatisation de la violence quotidienne liée à l'occupation (barrages militaires, répressions de manifestations pacifiques, arrestations aléatoires ou ciblées, effondrement économique organisé, division des familles, destruction de maisons, expulsions en faveur de la construction de colonies, interdictions d'accès à l'eau...).

Or, dans l'ombre des médias, existent des manifestations pacifistes d'Israéliens et de Palestiniens désireux de mettre fin à la colonisation. Si les luttes violentes sont, logiquement, les plus visibles, une

sont pacifiques et se revendiquent de Mandela, Gandhi, Luther King, Zapata... Les rebelles armés sont bien sûr présents mais la figure symbolique dominante reste paradoxalement celle de David contre Goliath, celle du jet de pierre contre les chars d'assaut. Des agriculteurs ayant perdu leurs terres avec la construction arbitraire du mur organisent des marches pacifiques jusqu'à une fois par semaine dans certains villages. Celles-ci sont toujours accueillies par des soldats israéliens car toute manifestation est interdite en Cisjordanie et à Gaza : bombes lacrymogènes ou sonores, balles en caoutchouc, ou réelles si aucun intervenant international n'est impliqué. Les manifestants peuvent également être emmenés de force dans les prisons israéliennes. En Palestine, aujourd'hui, pas moins de quatre hommes sur dix, dont de nombreux mineurs, ont déjà connu les prisons israéliennes, souvent sans motif. Mais qui en parle à part les médias palestiniens ?

Quelles sont selon vous les raisons des biais de médiatisation du conflit ?

Les médias préfèrent la violence conjoncturelle, la nouveauté. Mais leur responsabilité est à partager avec les spectateurs/lecteurs qui sont trop souvent de simples consommateurs. Or, en matière de médias, comme pour le reste, il s'agit d'avoir une consommation responsable. Le conflit découle d'une histoire complexe, difficilement intelligible dans les médias quotidiens qui se focalisent sur ce qui se passe au jour le jour et de manière spectaculaire. Or il existe une violence structurelle, ordinaire, quotidienne dont les médias parlent peu : mise en prison sans raison, aveux signés en hébreu par des palestiniens qui ne le parlent pas,... Cette violence passe souvent inaperçue dans l'essentiel des médias. J'en appelle donc à la responsabilité du public de bien se documenter !

En-deçà de la responsabilité des lecteurs, des raisons existent pour expliquer les biais des médias généraux quant à la restitution du conflit israélo-palestinien. Dans un premier temps, il existe un parti pris occidental lié à l'histoire. Le passé colonial de l'Europe,



Photo : B.M.

écrasante majorité des résistances palestiniennes

son opposition à l'Empire Ottoman durant la guerre 14-18, l'antisémitisme et la Shoah qui furent au cœur de la guerre 40-45 et donnèrent à son passé un goût amer de culpabilité envers le peuple Juif, les décolonisations (guerres d'Algérie, Maroc...), les actuelles guerres contre le « terrorisme » et l'amalgame bien trop répandu entre Palestiniens et Al-Qaïda... Tous ces éléments constitutifs de l'histoire occidentale, entre autres, expliquent la passivité des Nations-Unies face à la colonisation israélienne. Ajoutez à cela les intérêts pétroliers de la région – 80% des ressources en pétrole et gaz se trouvent au Moyen-Orient –, un brin de stratégie militaire, et vous obtenez une complicité entre les États-Unis et Israël, ce dernier recevant des milliards de dollars à investir en armement pour défendre les intérêts du premier. Aux États-Unis, les croyances jouent également un rôle prépondérant : les chrétiens semblent être de plus ardents défenseurs d'Israël que les juifs américains, et cela, dans le but de préserver leur « Terre Sainte » des musulmans dans l'attente du retour du Christ à Jérusalem. Ces biais historiques et géopolitiques sont une première explication de la non-action et de la désinformation occidentale concernant la politique israélienne.

En découle le phénomène du *gatekeeping* : cela signifie que l'entrée des médias est bien gardée, que l'information est dirigée et filtrée par les directeurs de l'information qui influencent sur les rédactions : grands groupes commerciaux, marchands d'armes, etc. Contrairement à l'autonomie souhaitée des médias, ce sont bien souvent les financements qui dictent les contenus ou en fixent les limites. La commercialisation de l'info pousse les médias à se tourner davantage vers une information spectacle, visuelle, hors norme, nouvelle. Cela, au dépend des reportages approfondis qui permettent une explication plus structurelle. Enfin, le contexte de crise des médias est également en cause puisque la plupart des médias traditionnels vivent des réductions d'effectifs et doivent se satisfaire de personnel parfois non spécialisé.

S'ajoute à cela la volonté d'équidistance de la plupart des médias qui veulent à tout prix éviter d'être taxés de subjectifs ou partiaux. Cela, dans un contexte de rapport de force communicationnel. Israël a en effet beaucoup plus de moyens pour produire des communiqués et inviter les journalistes pour leur offrir conférences, brochures ou livres sur le terrorisme

palestinien ou sur le droit d'Israël. Cela explique que certains communiqués du gouvernement israélien se retrouvent tels quels, hors contexte, dans des journaux belges tel que le *Métro*. Des défenseurs de la colonisation, à travers certaines communautés juives

« Les censeurs les plus zélés de la grande presse belge et française éprouvent les pires difficultés à identifier chez celle-ci la moindre dérive antisémite. On en profitera pour dire que même l'antisionisme, à savoir le refus de l'existence d'Israël en tant qu'État juif (une posture différente, en principe, de l'antisémitisme), demeure également introuvable dans cette presse. Sait-on, en revanche, combien les partisans des Palestiniens (et les Palestiniens eux-mêmes, a fortiori) estiment le plus souvent que la presse en question verse dans un laxisme coupable à l'égard des turpitudes (alléguées par eux) d'Israël ? Voire dissimule l'ampleur de ces turpitudes pour d'obscures raisons ? »

Baudouin Loos (*Le Soir*), invité à l'ULB par le Librex, au sujet des pressions pro-israéliennes

notamment, usent de méthodes diversifiées pour faire pression sur les journalistes qui oseraient sortir de la propagande offerte par Israël : plaintes de l'ambassade, retraits publicitaires, boycott des nécrologies, campagnes de désabonnements ou lynchages publics. Stéphane Hessel fut, par exemple, traité d'antisémite, de même que les deux journalistes du *Soir* Colette Braekman et Baudouin Loos. Ces accusations, diffamations et harcèlements se retrouvent sur de nombreux sites et médias jusqu'à décourager certains journalistes, comme ce fut le cas pour Catherine Nay, journaliste d'*Europe 1*. Au sein même d'Israël, un contrôle sévère est d'application avec fichage, fouilles et interdictions d'entrées. À l'attention des journalistes, il existe même officiellement un comité de censure. Les arguments souvent employés contre ceux qui critiquent les politiques gouvernementales sont « l'apologie du terrorisme » ou « la haine d'Israël », avec cet amalgame récurrent entre antisionisme, antisémitisme, dénonciation des crimes commis et simple critique des politiques menées. Pour rappel, le sionisme est le refus de l'existence d'Israël en tant qu'État juif.

Quels sont les éléments qui vous donnent espoir quant à la fin du conflit ?

Pour commencer, la rencontre du président Obama avec Mahmoud Abbas en Cisjordanie le 21 mars passé. Pour moi, ce geste de la part des États-Unis ne peut être vain. Ensuite, selon des sondages, les populations israélienne et palestinienne sont majoritairement pour un retour aux négociations, le politique n'est donc pas le reflet du peuple. Cependant, des avancées se font voir. Depuis dix ans que je m'intéresse à la cause palestinienne, je n'ai jamais observé aussi peu de barrages à Gaza et en Cisjordanie qu'aujourd'hui. Comme si Israël desserrait petit à petit l'étau.

Du côté des voisins, les printemps arabes ont également permis une progression. Depuis la chute de Moubarak, l'Égypte négocie avec Israël. En conséquence, il y a aujourd'hui beaucoup plus de possibilités d'entrer et sortir des territoires palestiniens. Ce qui est sûr, c'est que plus les gouvernements limitrophes seront représentatifs des peuples, plus ils pousseront Israël à la négociation pour une fin de l'occupation. J'ai également appris dans un article du Courrier International qu'un dialogue se fait, bien que très peu médiatisé, avec l'Iran. Ces deux grandes puissances militaires savent en effet qu'elles ont beaucoup à perdre à se déclarer la guerre. Des avancées diplomatiques sont ensuite à valoriser. En 2004, la Cour Internationale de Justice sanctionnait la colonisation israélienne. Plus récemment la Palestine a été reconnue comme État, d'abord au sein de l'UNESCO

puis au sein de l'ONU, en qualité d'observateur.

Ce qui permet d'être optimiste, c'est aussi de réfléchir aux solutions. Contrairement à un argument souvent évoqué, les populations israéliennes et palestiniennes ne sont pas trop mélangées pour permettre une séparation en deux États distincts. Il est en effet important de souligner que, si les territoires palestiniens sont occupés militairement, l'habitat des colons juifs est, lui, géographiquement limité : 90% de l'habitat des colons israéliens se concentre sur seulement 4% des territoires palestiniens. Ce qui rend donc la délimitation d'un État palestinien tout à fait réalisable.

Enfin, comme je l'ai mentionné précédemment, il ne faut pas non plus sous-estimer la puissance de résistance du peuple palestinien ni celle de nombreux israéliens en désaccord avec leur gouvernement, sources d'espoir.



Photo : Artistes contre le Mur

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Association belgo-Palestinienne (ABP) – Missions civiles d'observation, rencontres avec associations palestiniennes et israéliennes qui militent pour la fin de la colonisation et autres projets.

Les Artistes Contre Le Mur – Artistes européens de tous les âges qui organisent, chaque été depuis 2005, des ateliers créatifs avec leurs partenaires palestiniens de la ville de Qalqilya.

Hope asbl – Association namuroise – Aide aux étudiants palestiniens en difficultés financières.

Pour aller plus loin sur le Proche-Orient et les médias :

Est-il permis de critiquer Israël ?, Fayard, 2003, Pascal Boniface (IRIS)

La guerre israélienne de l'information, Joss Dray, Denis Sieffert

Une haine imaginaire. Contre-enquête sur le « nouvel antisémitisme », Guillaume Weill-Raynal, Armand Colin, 2005

Antisémitisme, l'intolérable chantage, collectif, La découverte, 2003

Israël-Palestine. Vérités sur un conflit, Alain Gresh, Fayard, 2010 (édition augmentée)

Mahmoud Darwich, portrait d'un homme entier

Mahmoud Darwich a écrit la liberté et la paix pour son pays, sans jamais subordonner son art au combat politique.



Photo : RabeaMalah

Mahmoud Darwich naît en 1941 à Al-Birwah, en Galilée, dans un territoire sous mandat britannique. Très tôt, il fait l'expérience de l'exil : sa terre, en 1948, est accordée au nouveau pays Israël ; ses parents fuient au Liban, puis reviennent clandestinement un an plus tard pour découvrir que leur village a été rasé et remplacé par une communauté juive.

Son premier recueil, témoin de sa recherche d'identité en tant qu'exilé dans son propre village, paraît en 1960, alors qu'il n'a que dix-neuf ans : *Asafir bila ajniha* (Oiseaux sans ailes). L'année suivante, il rejoint secrètement le Parti Communiste d'Israël, alors qu'il travaille officiellement comme rédacteur-adjoint du journal *Al-fajr*. Ses écrits le mènent régulièrement en prison entre 1961 et 1967, sans l'empêcher de chan-

ter la patrie, l'amour de la terre et l'identité de son peuple : il est reconnu, en 1964, voix de la résistance palestinienne grâce à son recueil *Awraq Al-zaytun* (Rameaux d'olivier) dont le poème le plus célèbre, *Identité*, devient un hymne chanté par tout le monde arabe.

Assigné à résidence à Haïfa pour la virulence de ses articles politiques, il s'exile à Moscou en 1971 pour poursuivre ses études : il ne pourra plus rentrer dans son pays. Il déménage au Caire, puis s'installe finalement à Beyrouth, où il travaille comme rédacteur en chef à l'Organisation de Libération de la Palestine, que l'armée israélienne fait fuir en bombardant la ville en 1982. S'ensuit pour le poète un nouvel exil au Caire, à Tunis, à Paris : il dit lui-même habiter dans une valise. En 1987, il est élu au comité exécutif de l'OLP. Son influence grandissante se confirme lorsque

« Au fond, la poésie c'est ça : Mahmoud Darwich, l'un des plus grands poètes de langue arabe, lisant ses poèmes en arabe en France devant un public français dont bon nombre ne comprennent pas un mot de sa langue, et qui l'écoutent des heures envoûtés par cette musique, captivés par ce que leur disent intimement ces mots qu'ils reçoivent en profondeur alors qu'ils leur sont en principe étrangers. »

Pierre Assouline, sur son blog <http://passouline.blog.lemonde.fr>, article du 9 août 2008.



Photo : Poème de Mahmoud Darwich tiré du livre «Murale» : «O mort, attends que je fasse ma valise» dans le cimetière de Neve Shalom.

la Knesset, le parlement israélien, réagit vivement à son poème *En traversant les mots passants*, l'accusant de demander le départ des Juifs de Palestine. Photo : Poème de Mahmoud Darwich tiré du livre «Murale» : «O mort, attends que je fasse ma valise» dans le cimetière de Neve Shalom.

Aux années militantes succèdent les années de désil-

lusion : en 1993, suite aux accords d'Oslo, il quitte l'OLP en protestation contre son attitude conciliante vis-à-vis d'Israël. En 1995, il obtient enfin un visa pour rentrer en Palestine ; il s'y installe définitivement l'année suivante, à Ramallah, suite au départ de l'armée israélienne. Il meurt en 2008 à Houston d'une défaillance cardiaque.

Révolutionnaire politique autant que poétique, Mahmoud Darwich a su rendre à la poésie arabe de son

pays une jeunesse et une vigueur à l'opposé du vers traditionnel, fait de lamentations et de nostalgie. Ce renouveau, il ne cesse toute sa vie de l'alimenter en détruisant et restructurant de nouvelles images et de nouveaux thèmes : au départ poète de l'exil, il parle de la déchirure et de l'abandon, de l'amour de la mère et de la femme, de la dualité et de l'ambivalence, mais surtout de la paix, car c'est à la paix pour la Palestine et pour son peuple qu'il aspire du plus profond de lui.

Dépose ici et maintenant la tombe que tu portes
et donne à ta vie une autre chance
de restaurer le récit.
Toutes les amours ne sont pas trépas,
ni la terre, migration chronique.
Une occasion pourrait se présenter, tu oublieras
la brûlure du miel ancien.
Tu pourrais, sans le savoir, être amoureux
d'une jeune fille qui t'aime
ou ne t'aime pas, sans savoir pourquoi
elle t'aime ou ne t'aime pas.
Adossé à un escalier, tu pourrais
te sentir un autre dans les dualités.
Sors donc de ton moi vers un autre toi,
de tes visions vers tes pas,
et élève ton pont
car le non-lieu est le piège
et les moustiques sur la haie irritent ton dos,
qui pourraient te rappeler la vie !
Vis, que la vie t'entraîne
à la vie,
pense un peu moins aux femmes
et dépose
ici
et maintenant
la tombe que tu portes !

« Dépose ici et maintenant »,
extrait de *Ne t'excuse pas (Lä ta'tadhir'ammâ fa'alta)*,
recueil de poèmes traduits de l'arabe par Elias Sanbar,
Editions Sinbad/ Actes sud, 2006.

Edward Saïd

Précurseur de la pensée néocoloniale

Edward Saïd, penseur et intellectuel américano-palestinien, est l'auteur du retentissant *L'orientalisme : l'Orient créé par l'Occident*, ouvrage initiateur de ce nouveau courant de pensée qu'on appellera postcolonial.

Né en 1935 à Jérusalem d'un père américano-palestinien protestant et d'une mère libanaise elle-même née à Nazareth, il se voit affublé d'un prénom américain – qu'il déteste – et d'un nom à consonance arabe, témoins premiers de son écartèlement entre les cultures. Cette déchirure initiale est accentuée par sa scolarité : à l'école américaine qu'il fréquente au Caire, on lui apprend à s'identifier à la culture des États-Unis, mais lorsqu'il poursuit ses études au Massachusetts, il redevient, dans les yeux de ses camarades, un enfant d'origine palestinienne.

Malgré son caractère rebelle, il réussit brillamment ses études à Harvard et obtient un poste d'enseignant de littératures anglaise et comparée à Columbia, fonction qu'il exercera jusqu'à sa mort en 2003 – il est alors en possession du titre de University Professor, le plus élevé de l'université de Columbia.

Son œuvre majeure, *L'orientalisme*, est l'embryon d'une réflexion profonde qu'il développe tout au long de sa vie, et se base sur un constat simple : depuis toujours, l'Orient – et plus spécifiquement le peuple arabe et la culture musulmane – est vu par l'Occident comme le Grand Autre, l'altérité effrayante et inassimilable. On ne connaît l'Autre que par des préjugés, on le diabolise sans chercher à le rencontrer, à le découvrir ; pire, on l'infériorise, on le raille : « La culture européenne s'est renforcée et a précisé son identité en se démarquant d'un Orient qu'elle prenait comme une forme d'elle-même inférieure et refoulée. » (1) Dès lors, il entame la lutte contre cette tentation de diviser le monde en « nous » et « eux », entités parfaitement imperméables l'une à l'autre.

Au-delà de cette œuvre retentissante – et même si ses travaux académiques traitent assez spécifique-

ment des rapports étroits liant littérature et politique il ne se cantonne pas à ces deux domaines : il se fait porte-parole du peuple palestinien et de ses souffrances, sans épargner à celui-ci la critique ni tolérer les dictatures arabes et la politique de Yasser Arafat ; il conteste – entre autres – les politiques israélienne et américaine notamment avec son ami Noam Chomsky ; grand mélomane, il est à l'origine, avec Daniel Barenboïem (argentin et israélien), d'une fondation promouvant la paix en Palestine par le biais de la musique classique et d'un orchestre arabo-israélien, l'Orchestre Divan occidental-oriental ; son esprit universaliste se traduit, plus prosaïquement, par les langues qu'il parle couramment (arabe, français, anglais) et celles qu'il lit (espagnol, italien, allemand, latin).

« En luttant ainsi simultanément sur tous les fronts, Saïd se faisait beaucoup d'ennemis chez les intégristes des deux bords et se plaçait dans la position courageuse mais très inconfortable de l'outsider, de celui qui n'appartient à aucune chapelle et n'abdique jamais son libre arbitre. Mais c'est aussi cette indépendance d'esprit qui lui valut l'admiration sans borne de ceux qui partageaient ses idées et le respect non feint de ses adversaires. » (2)



Photo : Briantrejo

1) Edward Saïd, *L'orientalisme : l'Orient créé par l'Occident*, Seuil, 1980.

2) Karim Bitar (<http://www.karimbitar.org/edwardsaid>)

Citoyens du monde

Noam Chomsky ou l'œil critique des États-Unis



Photo : Duncan Rawlinson

Connu – et reconnu – pour ses travaux en linguistique et en grammaire, Noam Chomsky est aussi l'un de ces esprits universalistes et combatifs que rien ne peut arrêter.

Né en 1928 en Pennsylvanie, il baigne dès l'enfance dans la culture et la langue hébraïques, que ses parents enseignent tous deux. Durant son adolescence, il se familiarise avec les idées anarchistes, dans lesquelles il se retrouve et qu'il s'approprie : toute sa vie, il se définira comme intellectuel anarchiste, mouvance qu'il voit comme un défi à toute forme de hiérarchie, qui doit être éliminée si elle est injustifiée.

Après ses études à l'université de Pennsylvanie en philosophie et linguistique, il est engagé au MIT comme linguiste. En 1964 il fait le choix de s'engager dans les débats publics, et en 1967 il s'inscrit comme farouche opposant à la guerre du Viêt-Nam : ses appels à la résistance face à toute forme d'autorité illégitime et son soutien aux soldats déserteurs lui valent des ennuis avec la justice. Dans le même temps, il pose la responsabilité des intellectuels dans la société car, selon lui, ces derniers sont les plus aptes à découvrir la vérité, et il est donc de leur devoir de la transmettre au plus grand nombre.

Sa virulente opposition à la politique américaine prend alors son essor. En 1969, il publie *L'Amérique et ses nouveaux mandarins*, ouvrage entièrement consacré à la démonstration de son idée que l'Empire américain ne cherche jamais rien, nulle part, qui n'aille dans le sens de ses intérêts, et qu'il est prêt pour cela à sacrifier le reste du monde.

Dans cette optique, il a toujours critiqué le soutien inconditionnel des États-Unis à Israël avec une constance de position et d'intensité rarement vue sur un demi-siècle de vie publique. Si son combat

premier est celui pour les droits de l'homme, il s'intéresse tout particulièrement à la Palestine, dont il dit qu'« il est étonnant de voir à quel point la société palestinienne a réussi à se maintenir – et même à survivre – face à la violence des coups et à la cruauté continuelle ainsi qu'à l'hostilité et à l'abandon général » (1). Pour pallier à cette situation insupportable, il promeut depuis toujours la création d'un État binational, s'écartant de la sorte encore du courant intellectuel majoritaire qui considère cette solution comme un échec.

Sa position arrêtée et sa notoriété mondiale l'ont rendu persona non grata en Israël, qui lui refuse l'entrée sur son territoire en 2010 et le retient plusieurs heures alors qu'il doit se rendre à Jérusalem pour une conférence et une rencontre avec Salam Fayyad, premier ministre palestinien. L'intellectuel déclare à ce propos à des journalistes, avec son mordant habituel : « Je n'ai pas connu d'autres incidents de ce genre dans le passé si ce n'est dans des États totalitaires. »

Infatigable, à 80 ans il parraine, avec une centaine d'autres intellectuels de tous horizons, le Tribunal Russell sur la Palestine, chargé de focaliser l'opinion publique sur les crimes de guerres commis dans la région. En quatre sessions a été mise en évidence la complicité de l'Europe, des États-Unis et des grandes entreprises dans ce qui a été qualifié d'apartheid israélo-palestinien.

Aujourd'hui encore, il monte au créneau dès qu'il en a la possibilité pour dénoncer, par exemple, le siège de Gaza, dont il dit qu'il « a transformé des êtres humains en animaux de cage en les maintenant en vie pour éviter de s'attirer les foudres de la communauté internationale mais c'est le maximum qu'[Israël] tolère. » (2)

Aujourd'hui encore, il monte au créneau dès qu'il en a la possibilité pour dénoncer, par exemple, le siège de Gaza, dont il dit qu'il « a transformé des êtres humains en animaux de cage en les maintenant en vie pour éviter de s'attirer les foudres de la communauté internationale mais c'est le maximum qu'[Israël] tolère. »

1) Noam Chomsky, Ilan Pappé, *Palestine, l'état de siège*, Galaade, 2013, p. 168.

2) *Ibid.*, p. 179.

Musique

Trois frères, une passion



Les trois frères Joubran sont les héritiers d'une passion surtout orientale, mais pas seulement, pour un instrument qui n'a jamais appris à vieillir : l'oud.

L'oud est un instrument qui peut nous paraître à nous, occidentaux, à la fois très proche et très éloigné : il nous est familier par sa ressemblance dans la forme avec la guitare, mais il nous surprend par sa sonorité orientale qui transporte avec elle le doux parfum des Mille et Une Nuits – car en arabe, « al oud » signifie « le bois », matériaux dont il est issu, et le son de ses cordes résonne de la Tunisie à l'Arménie. Attesté avec certitude dès 1800 av. J.-C. à Babylone – mais les recherches tendent à faire remonter son origine à l'Irak antique (époque de l'empire d'Akkad, 2350-2170 avant J.-C.) –, il a transcendé le temps et l'espace sous le nom générique de « luth » : on a retrouvé un luth à manche long à Thèbes, en Égypte, dans une tombe datant de 1490 av. J.-C., et un luth à manche court au I^{er} siècle av. J.-C. à la frontière entre l'Inde et l'Afghanistan. En poursuivant ainsi son périple sur la Route de la Soie, il a ensuite engendré le biwa japonais, le pipa chinois et le sitar indien, dont les sonorités retentissent à Bollywood comme dans les chants traditionnels de tout le pays.

En Europe et au Maghreb, c'est l'islam qui a favorisé son expansion. Zalzal Mansour (mort en 791) lui donne son apparence définitive avec une caisse plus grosse et un manche plus court, et c'est sous cette forme et sous ce nom d'oud qu'il voyage dans tout l'empire Omeyyade en se taillant une place de choix dans la musique arabe : il devient l'instrument privi-

légié de l'orchestre oriental accompagnant artistes et chanteurs. L'oudiste Ziryab (mort vers 852) l'emmène jusqu'en Espagne, où il se mêle à la musique andalouse. Son périple continue ensuite d'abord dans le sud de l'Europe, où il prend le nom de lotto en Italie, aland au Portugal et loud en Espagne, puis dans le nord, où on l'appelle loth, puis luth, en France, et où sur ses cordes seront chantées bien des ballades et bien des chansons des troubadours et des trouvères.

Tous ces voyages à travers les siècles et le monde ont renforcé le succès de l'instrument, qui, dans le Maghreb, ne s'est pas figé dans la tradition et a investi la scène actuelle en se mêlant au jazz et au jam par exemple. Son actualité est attestée par le Trio Joubran, un groupe palestinien de Nazareth composé de trois frères, descendants d'une longue lignée d'oudistes – ils sont la quatrième génération à succomber à la passion de l'instrument. L'aîné, Samir, né en 1973, entre à neuf ans à l'Institut de Musique de Nazareth, après avoir été initié par son père. Il est le premier palestinien, dès 1996 et grâce à son premier album solo Taqaseem, à se produire hors des frontières de son pays, et il est de même le premier à obtenir une bourse pour étudier en Italie en 2003-2004. Le deuxième frère, Wissam, né en 1983 et originellement destiné au violon par son père, lui préfère l'oud qu'il entend jouer par Samir. À l'âge de douze ans, il saisit la chance qui lui est offerte de se produire avec son frère à l'Institut du Monde Arabe de Paris. Ensemble, en 2002, ils sont choisis pour composer et jouer les interludes musicaux émaillant la lecture des poèmes de Mahmoud Darwich. Le benjamin, Adnan, né en 1985 et plutôt enclin aux percussions, se voit enseigner l'oud par ses deux aînés à l'âge de quinze ans, bouclant ainsi la boucle. Il se joint à ses frères en 2002, et leur collaboration se concrétise d'abord en 2003 par un premier album Tamaas, puis en 2004 par leur premier concert, au Jardin du Luxembourg à Paris.

Au jour d'aujourd'hui, ils sont les pères de cinq albums, dont le dernier, sorti en 2011, est accompagné d'une tournée mondiale dont l'année 2013 est entièrement consacrée à la France.

Le saviez-vous ?

- Vers 1200 av. J.-C., un peuple marin sillonne la Méditerranée et s'installe sur le territoire très récemment acquis par le peuple hébreu, qui les appelle « envahisseurs » (*Pelishtîm*, Philistins). Les Assyriens les appellent *Palastu*, vocable que les Grecs reprennent pour nommer la région : *Palaistinè*, qui est devenu avec le temps « Palestine ».
- Les chrétiens sont depuis toujours très présents en Palestine. Avant 1948, ils représentaient 18% de la population du territoire palestinien, mais depuis 1967 et l'invasion israélienne, ils ne représentent plus que 2% de la population. On peut néanmoins compter parmi eux des personnalités comme Edward Saïd (protestant), Georges Habache (fondateur du Front Populaire de Libération de Palestine, orthodoxe) et Nayef Hawatmeh (fondateur du Front Démocratique de Libération de la Palestine, orthodoxe également).
- La chanson de Roland a sans doute été composée sur un luth arabe.
- L'oud, bien que très similaire dans sa forme à la guitare, n'en est pas l'ancêtre, mais le cousin. Le descendant le plus connu chez nous du oud est la mandoline.
- Vers le Xe siècle, l'oud est interdit en Iran sous les Safavides, du fait de leur intégrisme religieux. Cette interdiction n'a été levée que récemment.
- Mahmoud Darwich a longtemps écrit les discours de Yasser Arafat, avant de quitter l'OLP en 1993.
- Mahmoud Darwich a vécu sa scolarité dans la peur de se faire dénoncer ; en effet, en tant que clandestin, il n'avait pas le droit de fréquenter l'école.
- En mars 2000, Yossi Sarid, ministre israélien de l'Éducation, propose que certains des poèmes de Mahmoud Darwish soient inclus dans les programmes scolaires israéliens. Mais le premier ministre Ehud Barak refuse, arguant qu'« Israël n'est pas prêt ».
- Oussama Ben Laden a dit de Noam Chomsky qu'il « a raison quand il compare la politique américaine à celle de la Mafia ».
- Suite à son opposition publique à la guerre du Viêt-Nam, Noam Chomsky s'est retrouvé sur la liste secrète des « opposants politiques » du Président Nixon.
- Robert Fisk a dit d'Edward Saïd qu'il était « la voix politique la plus puissante » pour le peuple palestinien.
- Si Edward Saïd est pour un État binational israélo-palestinien, Noam Chomsky promeut pour sa part la scission en deux États distincts.

Autour de la table

Dolmas, feuilles de vigne farcies



Photo : Maderibeyza

La feuille de vigne farcie est un plat qui se mange dans toute la Méditerranée, de l'Algérie à la Géorgie en passant par la Grèce et le Liban, en se colorant partout d'une spécificité régionale soit dans la façon de la confectionner, soit dans les occasions de la servir. Par exemple, elles sont, dans la Diaspora, un rappel de l'ancienne patrie ; de la Macédoine à l'Ukraine, on en mange pour Noël et pour Pâques ; un peu partout, c'est un plat de fête que l'on prépare pour les mariages.

Pour réaliser des feuilles de vigne farcies à la mode palestinienne pour six personnes, il vous faudra trois heures de temps, et les ingrédients suivants :

500g de feuilles de vigne fraîches ou marinées

1 kg de courgettes (petites)

4 oignons moyens (coupés en rondelle)

5 tomates (coupées en rondelles)

2 cuillères à soupe d'huile plus une demi tasse

500g d'agneau ou de veau

4 tasses de riz (petit grain)

2 à 3 cuillères à café de sel

2 à 3 cuillères à café de poivre

2 à 3 cuillères à café de cannelle

2 à 3 cuillères à café de quatre épices

Une demi tasse de jus de citron

2 tasses ou plus d'eau

Laver les feuilles de vigne (qu'elles soient fraîches ou marinées) à l'eau froide et les blanchir par 3 ou 4 dans de l'eau bouillante pendant 3 minutes. Les retirer avec une écumoire et les plonger dans de l'eau froide, puis les mettre dans une passoire.

Laver le riz et l'égoutter.

Pour faire la farce, mélanger dans un bol le riz, la viande, une cuillère et demie de sel, de poivre, de cannelle et de quatre épices, et la demi tasse d'huile. Ajouter la chair des courgettes.

Pour farcir les feuilles de vigne, poser une feuille de vigne, face brillante sur le plan de travail. Enlever la queue des feuilles. Placer environ une cuillère à soupe du mélange de riz/viande près du bout de la tige, pliez l'extrémité et les côtés au-dessus de la farce et les rouler fermement.

Sur feu moyen, dans une grande casserole, faire revenir les oignons dans 2 cuillères à soupe d'huile. Tapisser le fond de la casserole avec des tranches de tomate. Saupoudrer les tomates avec une cuillère et demie à café de sel, de poivre, de cannelle, de quatre-épices. Remplir la casserole avec les feuilles de vigne farcies. Les disposer en lignes, bien serrées. Faire plusieurs couches et arroser de jus de citron. Ajouter de l'eau jusqu'à couvrir les feuilles.

Poser une assiette lourde sur les feuilles pour qu'elles ne se déroulent pas. Poser un couvercle et faire cuire à feu moyen. Amener à ébullition puis baisser le feu et laisser cuire 2-3 heures jusqu'à ce que les feuilles soient tendres. Disposer les feuilles de vigne sur un plat. Servir avec un bol de yaourt.